



UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI DE TIZI OUZOU
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES
ET DES SCIENCES DE GESTION



MÉMOIRE DE FIN DE CYCLE

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences
économiques

Option : Economie Monétaire et Bancaire

Sujet

**Analyse des déterminants de l'épargne des ménages
cas de la BADR de Tizi-Ouzou.**

Présenté par :

❖ IBARAHIM Rima
❖ OUHAMOUCHE Aziz

Encadré par :

Mr. OUAZZI Azzedine

Devant le jury composé de :

- Président : SAM Hocine MCB à l'UMMTO.
- Examineur : KHAMMES Abdenmour MAA à l'UMMTO.
- Rapporteur : OUAZZI Azzedine MAA à l'UMMTO.

Année universitaire : 2019 / 2020

Remerciements

C'est avec plaisir que nous réservons cette page en signe de gratitude et de profonde reconnaissance à tout ce qui nous ont aidés à la réalisation de ce modeste travail.

Nos parents pour leur aide et leur soutien tout au long de notre cursus.

Notre encadrant Mr OUAZZI AZZEDINE pour avoir accepté à prendre en charge notre encadrement, et de nous avoir guidé avec ses conseils et suggestions et la confiance qu'il nous a témoignés tout au long de ce travail.

Notre chef de spécialité Mr SAM pour sa disponibilité.

Tous les enseignants de la faculté pour leur soutien tout au long de notre parcours.

Le personnel de la direction de la BADR de Tizi-Ouzou, et **l'agence** de Ain El Hammam pour leur accueil chaleureux, leur gentillesse ainsi leur disponibilité afin de nous aider dans notre travail de recherche durant notre stage.

Mr AREZKI AIT YAKOUB et IBRAHIM Faouzi pour leur aide précieuse.

Les membres de jury d'avoir accepté d'examiner notre travail.

A toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail de près ou de loin.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à mes chers parents pour le soutien et les encouragements qu'ils m'ont prodigués tout au long de mon parcours, et pour leur amour inconditionnel.

A mes sœurs Besma, Fatima, et Nora et mon frère Rida en signe d'amour, de reconnaissance et de gratitude pour les sacrifices dont ils ont toujours fait preuve à mon égard.

A mon adorable EVA pour le bonheur et la joie qu'elle nous apporte depuis sa naissance.

Je le dédie également à ma chère copine DJOU qui a toujours su m'aider et me soutenir dans tout ce que je fais.

A mon binôme et ma sœur Rima pour son soutien et son dévouement afin de réaliser ce travail.

A mes deux beaux-frères Amghid et Amine de m'avoir soutenu.

A tous mes amis et camarades et à tous mes proches

Aziz

Dédicaces

A Maman chérie

Quoi que je fasse, quoi que je dise, je ne saurai point te remercier comme il se doit. Ton affection me couvre, ta bienveillance me guide et ta préséance à mes cotés a toujours été ma source de force pour affronter les différents obstacles.

A l'amour de ma vie papa

Mon pilier dans la vie celui qui s'est sacrifié, m'a aimé inconditionnellement. Tu a toujours été à mes cotés pour me soutenir et m'encourager et ce travail ne traduit qu'une petite partie de ma gratitude et mon amour.

A mon frère chéri **Mayas**

A mes sœurs d'amour **Samra, Lithicia et Yilda**

A mes petits anges **Smail et Mirinyasse**

A mon oncle **moumouh** et sa femme

A toi **ESSEID** qui a toujours été présent pour moi

A **Arezki** qui m'a été d'une grande aide

A mon frère, ami et binôme **Aziz**

A toute ma grande famille.

Rima

Liste des abréviations

INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economique
SICAV	Sociétés d'investissement à capital variable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
P	Masse des Profits
W	Salaire
Sw	Propension moyenne des salariés
Sp	Propension moyenne des capitalistes
Y	Revenu
S	L'épargne
I	L'investissement
K	capital
ONS	Office national des statistiques
DA	Dinar Algérien
MDA	Milliard de Dinar Algérien
IP	Indice des prix à la consommation
BADR	Banque de l'agriculture et de développement rural
CNEP-Banque	Caisse national de l'épargne et du prévoyance-Banque

Liste des figures

Figure N° 01 : Les taux d'épargne des ménages dans 5 pays l'OCDE entre 1970 et 2001	31
Figure N°02 : Modèle de cycle de vie.....	38
Figure n° 03: Evolution de l'épargne de ménages de 1970 à 2014 en Milliard de Dinars.....	47
Figure N° 04 : L'évolution de l'épargne des ménages de 1970 à 1990 en (MDA)	49
Figure N° 05 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu de 1970 à 1990 en (MDA).....	50
Figure N°06 : L'évolution du taux d'inflation de 1970 à 1990 en %.....	52
Figure N°07 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1970 à 1990	53
Figure N°08 : L'évolution de l'épargne des ménages de 1990 à 2000 en (MDA)	55
Figure N°09 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu de 1990 à 2000 en (MDA).....	56
Figure N°10: L'évolution du taux d'inflation de 1990 à 2000 en %.....	57
Figure N°11 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1990 à 2000	59
Figure N°12 : L'évolution de l'épargne des ménages le revenu de 2000 à 2015 (MDA)	61
Figure N°13 : L'évolution de l'épargne des ménages selon leur revenu de 2000 à 2015 en (MDA).....	62
Figure N° 14 : L'évolution de taux d'inflation de 2001 à 2015	65
Figure N°15 : l'évolution de taux d'intérêt créditeur de 2000 à 2015	67
Figure N°16 : évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].....	80

Figure N°17 : évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].....	82
Figure N°18 : volume de l'épargne non rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou.....	84
Figure N°19 : volume de l'épargne rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou	84
Figure N°20 : volume de l'épargne rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2019	86
Figure N°21 : volume de l'épargne rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2019	87
Figure N°22 : volume de l'épargne rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020	89
Figure N°23 : volume de l'épargne non rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020	89
Figure N° 24 : taux de réalisation des objectifs de l'épargne rémunérée durant la période 2018-2020.....	91
Figure N°25 : taux de réalisation des objectifs de l'épargne non rémunérées pendant la période 2018-2020.....	93
Figure N° 26 : répartition de notre échantillon selon le sexe	95
Figure N°27 : répartition de notre échantillon selon l'âge	96
figure N°28 : répartition de notre échantillon selon la fonction.....	98
Figure N°29 : répartition selon le niveau de revenu.....	99
Figure N°30 : la prise en compte de taux d'inflation	100
Figure N°31 : prise en considération de taux d'imposition.....	101

Liste Des Tableaux

Tableau N° 01 :L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu en (MDA) [1970-1990].....	48
Tableau N°02 : L'évolution du taux d'inflation [1970-1990] en %.....	51
Tableau N°03 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs [1970-1990]	53
Tableau N° 04 : l'évolution de l'épargne des ménages selon leur revenu [1990-2000] en (MDA).....	55
Tableau N°05: L'évolution du taux d'inflation 1990-2000] en %.....	57
Tableau N°06 : 3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs [1990 -2000]	59
Tableau N° 07 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu [2000-2015] en (MDA)	60
Tableau N°08: L'évolution de taux d'inflation [2001-2015] en %	64
Tableau N°09: l'évolution de taux d'intérêt créditeur [2000-2015].....	66
Tableau N°10 : nombre de comptes épargne actifs à l'agence de A-E-H [2018-2019].....	78
Tableau N°11: évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].....	79
Tableau N°12 : évolution de l'épargne non rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en (DA) [2018-2020]	81
Tableau N°13 : volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou en DA	83
Tableau N° 14 : volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou en 2019 en (MDA).....	85
Tableau N°15 : le volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020 en DA.....	88

Tableau N°16 :taux de réalisations des objectifs de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la BADR de Tizi-Ouzou en DA.....	90
Tableau N°17 : taux de réalisations des objectifs de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la BADR de Tizi-Ouzou en (KDA)	92
Tableau N°18 : la répartition de notre échantillon selon le sexe.....	95
tableau N°19 : répartition de notre échantillon selon la fonction.....	97
Tableau N°20 : répartition selon le revenu.....	99

Sommaire

Introduction générale	18
-----------------------------	----

Chapitre I : généralités sur l'épargne

Introduction	22
Section1 : généralités sur l'épargne	23
Section 2 : L'évolution de l'épargne en générale.....	29
Section 3 : Les déterminants de l'épargne des ménages	33

Chapitre II : L'évolution de l'épargne des ménages en Algérie.

Introduction	46
Section 1 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1970-1990)	47
Section 2 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1990-2000)	54
Section3 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (2000-2015)	60

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Introduction	70
Section1 : présentation de la de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR)	71
Section 2 : analyse de l'évolution de l'épargne sur la période 2017-2020 à la BADR (réseau de Tizi-Ouzou)	79
Section 3 : analyse des déterminants de l'épargne, cas d'agence BADR –AEH	94
Conclusion générale	104

Bibliographie

Annexes

Introduction générale

L'épargne joue un rôle important dans le financement de l'économie d'un pays, ses déterminants peuvent jouer un rôle dans la capacité à épargner et avoir un nombre important d'épargnants.

Dans une économie de marché, les différents acteurs économiques opèrent des choix en fonction de leurs revenus, dans une optique de rationalisation, et pour se prémunir des risques futurs éventuels, c'est-à-dire en fonction des conjonctures tant économique, sociale et politique. Parmi les particularités de l'épargne, il fait partie des facteurs déterminant de l'investissement, ainsi, de la dynamique économique d'un pays.

Plusieurs économistes considèrent que la fonction d'épargne revêt un enjeu crucial dans l'analyse économique. L'épargne permet d'accroître le potentiel de la consommation future donc le bien être des individus en étant à l'origine de l'investissement. De ce fait, l'épargne génère l'investissement qui est à l'origine d'un accroissement de la production donc de la croissance.

En Algérie et à fin d'aider les ménages à réaliser et à atteindre leurs objectifs postérieurs, particulièrement celui d'acquérir une habitation, l'Etat a créé en 1964 la caisse nationale d'épargne – banque (CNEP – banque). Entre 1966 et 1970 la collecte d'épargne a connu un essor assez appréciable au point de vu des économistes. Les épargnants sont les bénéficiaires exclusifs des crédits pour la construction des logements, ce qui a poussé la majorité des algériens à concourir à l'épargne.

Depuis la dernière décennie les banques algériennes font face à un recul massif de l'épargne des ménages dans le circuit bancaire en effet les algériens sont entrain de retirer leur argent de circuit bancaire.

Les ménages sont soucieux de placer leurs économies toutes en les rendant disponibles, le cas échéant pour un achat immobilier (vu la crise immobilière en Algérie) ils optent pour un épargne de précaution qui a tendance à s'orienter vers des placements en or voir en devises pour se protéger de l'inflation.

La problématique

Notre travail de recherche intitulé « **analyse des déterminants de l'épargne des ménages, cas de la BADR de Tizi Ouzou** ». Pour mener à terme cette étude, nous avons posé la problématique suivante :

Quels sont et à quel point les déterminants de l'épargne motivent-ils les clients de réseau du la BADR – Tizi-Ouzou à effectuer des dépôts ?

Notre période d'étude concernant le cas de l'Algérie est limitée entre 1970 à 2015. A noter que notre étude s'appuie sur les déterminants de l'épargne au sein de la BADR, direction générale de Tizi Ouzou pour son réseau au niveau de la wilaya, soutenu par un cas spécifique de l'agence de la BADR qui couvre la localité de Ain El Hammam.

La problématique ainsi posée, nous amène à approfondir notre recherche tout en essayant de répondre aux questions secondaires suivantes:

- Quels sont des facteurs exogènes et endogènes qui déterminent le comportement de l'agent économique à l'épargne ?
- Quels sont les facteurs qui influencent l'évolution de l'épargne collectée dans les agences BADR dans la wilaya de Tizi-Ouzou ?
- Par quoi est caractérisé le profil type de l'épargnant client de la BADR de Ain El Hammam ?

Hypothèse de recherche

Pour répondre à cette problématique, il est évident d'émettre des hypothèses qui vont nous servir par la suite comme base d'exploitation et d'analyse de notre étude et nous posons ainsi les deux hypothèses suivantes

- **Hypothèse 1 :** Le comportement de l'épargnant est influencé uniquement par le taux d'intérêt bancaire.
- **Hypothèse 2 :** Les déterminants non économiques, constituent l'un des obstacles les plus importants qui poussent les agents économiques à ne pas épargner.

Méthodologie de recherche

Pour répondre à notre problématique de recherche et aux questions posées nous avons abordé une approche théorique qui porte sur le cadre conceptuelle de l'épargne et ses

Introduction générale

déterminants. Cette recherche théorique nous a permis de consulter un certain nombre d'ouvrages, thèses, mémoires et article scientifiques ayant traité le sujet.

Notre passage à la BADR, direction générale et l'agence d'AEH était bénéfique et nous a permis d'enrichir notre travail par une étude empirique suite aux informations collectées auprès de ces deux agences.

L'intérêt de sujet

L'intérêt de sujet est constaté dans sa compatibilité avec notre spécialité qui relève du domaine bancaire à savoir master en EMB, et également l'opportunité d'enrichir nos connaissances théoriques avec des informations collectées sur le terrain.

Objet d'étude :

L'objet essentiel de ce travail consiste à élaborer une étude et analyse des déterminants de l'épargne des ménages dans la localité d'AEH.

Structure de document

Afin d'atteindre cet objectif, notre travail de recherche sera structuré en trois chapitres dont le premier chapitre intitulé les généralités sur l'épargne a pour but d'analyser les généralités et le cadre théorique de l'épargne.

Le deuxième chapitre intitulé l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie sera consacré à l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie selon plusieurs facteurs basant sur les données de l'office national des statistiques.

Le dernier chapitre comporte une interprétation des données de la banque et les résultats de notre enquête.

Introduction

Ce premier chapitre présente les fondements théoriques sur lesquels se basent cette étude et vise à introduire la littérature relative à l'épargne, et aux divers facteurs pouvant influencer le comportement de l'épargnant selon les différents courants de la pensée économique.

Afin de réaliser cette étude il est important de tenir compte de comportement de client, en effet il primordial d'identifier les réseaux qui poussent les épargnants à adopter un comportement plutôt qu'un autre en s'appuyant sur plusieurs théories.

Nous allons présenter la notion d'épargne. Les approches théoriques et les différents déterminants qui influencent cet agrégat.

Ce premier chapitre est articulé autour de trois sections :

- ✓ La première section représentera les généralités sur l'épargne avec ses différentes définitions, sources, formes et motifs.
- ✓ La deuxième section traitera une évolution générale de l'épargne.
- ✓ La troisième section portera sur les déterminants de l'épargne selon de différents courants de la pensée économique.

Section1 : généralités sur l'épargne

Dans le circuit économique, les ménages apparaissent comme détenteurs des facteurs de production (capital et travail) qu'ils mettent à la disposition des entreprises. En contrepartie ils reçoivent une rémunération (salaire, intérêt, dividendes...) qui leur permet d'acheter les biens et services nécessaires pour satisfaire leurs besoins multiples. Généralement, les ménages ne dépensent pas la totalité de leur revenu, mais ils épargnent une partie. Ils remplissent donc la fonction d'épargnant. Mais les ménages ne sont pas les seuls agents qui épargnent, les entreprises le font aussi.

Cette section a pour objectif d'explorer le concept de l'« épargne ». Il s'agit de s'initier à ce concept par une présentation détaillée.

1.1 Définition de l'épargne

En science économique, l'épargne désigne une consommation différée dans le temps. Cette forme d'épargne se traduit donc par des flux monétaires qui vont alimenter le patrimoine des ménages.

La théorie économique propose plusieurs définitions du concept, dont chacune désigne un ou quelques autres aspects particuliers.

- Le dictionnaire d'économie : au sens courant « épargner » « consiste à mettre de l'argent de côté, à faire des économies. La notion économique de l'épargne rejoint en partie le sens courant car l'épargne représente la partie de revenu qui n'est pas destinée à une consommation. L'épargne est donc une renonciation à une satisfaction immédiate au profit d'une satisfaction future ».¹
- Le dictionnaire Larousse² : « fraction du revenu individuel ou national qui n'est pas

Affectée à la consommation mais mise en réserve ».

- Pour les économistes de l'école classique³, **Adam Smith**, **David Ricardo**, mais aussi **Léon Walras**, l'épargne est nécessairement investie sous forme de consommation ou d'investissement, il n'y a pas trace de préférence pour la liquidité. Toute épargne étant nécessairement transformée en investissement, le taux d'intérêt est

¹Jean Yves Capul et Olivier GARNIER « dictionnaire de l'économie et de sciences sociales ». Edition Hatier, Paris.

² Larousse de poche, 2012 p 293.

³Encyclopédie Larousse en ligne. Site web www.larousse.fr consulté le 18.12.2020 17h47

la variable qui permet l'égalisation de ces deux grandeurs : l'offre d'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt, et la demande de fonds – l'investissement – en est une fonction décroissante.

- Keynes définit l'épargne comme: « *l'excès de revenu sur la dépense pour la Consommation* ». Autrement dit, l'épargne est le résidu du revenu après la consommation.⁴
- Selon M.Riste : « l'épargne est apparue pendant longtemps comme un acte économique si simple que l'on n'a guère songé à en faire la théorie ».⁵
- Katona fut un des premiers à considérer l'épargne comme un acte délibéré des consommateurs pour se protéger des urgences et protéger leur consommation future.⁶

L'épargne est une variable économique fondamentale, et affecte les dynamiques macroéconomiques ; au niveau de l'économie. L'épargne permet de financer l'investissement et joue un rôle dans la croissance de la production nationale.

1.2 Les sources de l'épargne

L'épargne est la partie du revenu qui - pendant une période donnée - n'est pas dépensée. Cette somme d'argent n'est pas détruite immédiatement par une dépense de consommation et peut être conservée sous forme liquide (constitution d'encaisses ou de réserves motivées par une recherche de précaution ou l'échéance d'une dépense importante à venir), ou pour être réinvestie dans le circuit économique sous la forme d'un placement ou d'un investissement.

Tous les agents économiques qui dégagent un excédent peuvent ou doivent épargner. C'est le fait des ménages, mais aussi des entreprises (autofinancement), de l'économie nationale (qui doit pour ce faire se ménager une balance des paiements courants excédentaire) ainsi que l'État.

⁴ Gabriel PAVLATION. « Revenu et consommation discrétionnaire » « Edition librairie DROZ. Paris page 36.

⁵ Gide et Riste, histoire de doctrines économiques. 7^{ème} édition 1947. P 839

⁶ INSEE < épargne et patrimoine des ménages > données macroéconomiques et données d'enquête > dossier INSEE. 2006

1.2.1 L'épargne des ménages

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques⁷ INSEE, l'épargne correspond à la part du revenu disponible des ménages non utilisée en dépense de consommation finale.

L'épargne des ménages est la principale source intérieure de financement des dépenses en capital, le pilier de la croissance économique à long terme. L'épargne des ménages est exprimée en pourcentage de leur revenu disponible (ensemble des revenus nets d'impôts). Par exemple, au premier trimestre 2018, le taux d'épargne des ménages allemands se situait à 17,4 % contre 13,8 % pour celui des Français. Les Italiens arrivent en 3e position (9,67 %).⁸

L'épargne des ménages est le premier gisement intérieur de financement des dépenses en capital. C'est donc l'un des moteurs essentiels de la croissance économique à long terme. L'épargne a deux volets : un volet « réel » et un volet financier. La partie réelle correspond à la constitution d'un patrimoine immobilier. La composante financière est l'ensemble des actifs (bourse, assurance vie, etc.) détenus par les ménages, une fois les crédits en cours déduits.

1.2.2 L'épargne des entreprises.

L'épargne brute des entreprises correspond à leur capacité d'autofinancement, c'est-à-dire la part de leur bénéfice net après impôt à laquelle s'ajoute l'amortissement (sommes mises decôté pour reconstituer le capital technique).⁹

$$\text{Epargne brute des entreprises} = \text{autofinancement} + \text{amortissement} + \text{bénéfices non distribués.}$$

A la différence de l'ensemble des ménages, les entreprises ont un besoin de financement puisque l'épargne qu'elles dégagent est insuffisante pour couvrir leurs dépenses d'investissement, c'est pour cela qu'elles empruntent la capacité de financement placée par les ménages dans le système financier.

⁷L'Institut de la statistique et des études économiques est de la production, de l'analyse et de la publication des statistiques officielles en France : comptabilité nationale annuelle et trimestrielle, évaluation de la démographie nationale, du taux de chômage, etc...

⁸ Site Epargne.ooreka.fr/comprendre /épargne.Définition. 21_12_2020 à 22h30

⁹ Yve et Olivier garnier op cit page 23.

1.2.3 L'épargne publique

L'épargne publique est une épargne constituée par l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et les entités décentralisées. Elle est constituée de l'épargne budgétaire qui résulte de tout surplus des recettes publiques sur la consommation publique, laquelle se définit comme les dépenses gouvernementales courantes auxquelles s'ajoutent les dépenses d'investissements en équipement militaire.

Dans le cas contraire ou il y a un déficit budgétaire, l'Etat désépargne ou encore emprunte l'épargne privée. Au cas où l'épargne privée ne parvient pas à financer le déficit budgétaire, l'Etat recourt à l'épargne étrangère.

1.3 La typologie de l'épargne des ménages

Suivant les types dont l'épargne est constituée, on distingue :

1.3.1 L'épargne forcée et sociale

C'est une forme d'épargne qu'on est obligé de conserver d'une manière obligatoire soit suite aux exigences des pouvoirs publics, soit suite à celles de l'organisation dont on gère ou dont on participe à la gestion, soit encore aux exigences de l'économie. Elle prend trois formes qui sont :

- L'épargne forcée étatique (impôts, taxes, ...) qui permet à l'Etat de financer ses propres besoins et ceux de l'économie;
- L'épargne forcée sociétaire (autofinancement): qui est une épargne constituée par une organisation en vue de financer ses besoins d'investissement ou de rembourser ses dettes;
- L'épargne forcée monétaire qui désigne le fait que la hausse des prix (inflation) provoque forcément une baisse de pouvoir d'achat des consommateurs, donc réduit leur demande, comme le ferait un comportement d'épargne;

1.3.2 L'épargne libre et individuelle

L'épargne libre et individuelle est expliquée par la comparaison que l'on fait entre les besoins présents et les besoins futurs et entre les satisfactions que l'on peut trouver aujourd'hui avec une somme donnée. Celle-ci est subdivisée en deux catégories qui sont l'épargne spontanée ou volontaire et l'épargne contractuelle.

- L'épargne spontanée qui est celle qui résulte du libre comportement des agents. Elle découle soit d'un calcul économique soit d'un excédent involontaire du revenu sur la consommation.
- L'épargne contractuelle qui est une modalité de l'épargne dans laquelle l'agent économique s'engage par contrat à fournir un effort d'épargne d'un montant donné sur une certaine période.

1.4 Les formes de l'épargne

Les sommes épargnées sont employées de différentes façons qui combinent dans des proportions variables les avantages de la liquidité, de la sécurité et de la rentabilité. L'épargne peut prendre différentes formes, elle peut être financière ou non-financière.

1.4.1 L'épargne financière

Elle comprend :

- les liquidités monétaires « inactives » (qui ne rapportent rien) : c'est la *thésaurisation* sous forme de « tirelire » ou « bas de laine » d'autrefois, le plus souvent maintenant, les sommes déposées sur des comptes courants bancaires ou postaux ;
- l'épargne liquide, c'est-à-dire l'argent placé à terme comme les livrets d'épargne bancaires (comptes spéciaux d'épargne, comptes d'épargne logement, les plus utilisés restent les livrets des caisses d'épargne ou les comptes épargnes des banques. Tous ces comptes sont rémunérés selon les taux d'intérêt en vigueur ;
- les titres (actions et obligations) achetés sur le marché financier ou bien encore les SICAV (sociétés d'investissement à capital variable) ;
- la souscription de contrat d'assurance-vie auprès des compagnies d'assurances.¹⁰

1.4.2 L'épargne non financière ou investie

Elle comprend les achats de logements, maisons individuelles pour les ménages, et les achats de biens de production pour les entreprises individuelles. Les achats effectués sont ici considérés comme des investissements et non des consommations. Ces investissements nécessitent des sommes importantes au moment de l'acquisition qui doivent être amorties sur

¹⁰W.fred Van Raaij, « motifs et comportements d'épargne », Université de Tilbourg (Pays Bas).

Disponible sur le lien suivant :

https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/motifs_et_comportements_depargne.pdf consulté 12/12/2020

plusieurs années (exemple : le remboursement d'un crédit logement peut s'étaler sur 10 à 20 ans, parfois même plus). On peut distinguer aussi.¹¹

- *l'épargne volontaire*, qui est soumise à une décision autonome de l'agent, déterminée par ses motivations propres.
- *l'épargne forcée* correspond à des mécanismes économiques qui réduisent le revenu disponible à la consommation des ménages. Elle se présente sous deux formes : l'épargne forcée fiscale et l'épargne forcée monétaire (inflation).

1.5.Motifs d'épargne

Selon Katona* l'épargne est fonction de deux ensembles de facteurs.

- La capacité et la possibilité d'épargner, soit le facteur économique : le revenu résiduel après les dépenses. Les personnes avec un revenu élevé (suffisant) sont plus en mesure d'épargner que les personnes avec un revenu faible (insuffisant).
- La volonté d'épargner, soit le facteur psychologique : la motivation à épargner.

En combinant les raisons d'épargner de Keynes, et Katona, on peut distinguer six motifs d'épargne

A. Le motif de transaction

L'épargne pour répondre à un objectif, épargner pour une dépense future importante telle que l'achat d'une maison, une voiture ou un voyage.

B .Le motif de précaution 1

L'épargne tampon, l'incertitude quant à l'avenir et la couverture contre une perte de revenu futur inattendue ou de larges dépenses.

C. Le motif de précaution 2

Epargner pour distribuer le revenu au fil de temps, afin d'assurer un niveau constant de consommation. C'est particulièrement pertinent pour les personnes à revenu variable. Comme les entrepreneurs.

11 . W.fred Van Raaij. Op.cit page 27

* le psychologue économique (ses travaux consacrés au comportement des consommateurs)

D. Le motif d'avenir

L'épargne pour la vieillesse, la retraite dans le cadre d'un plan retraite.

E. Le motif de legs

Epargner pour les enfants et les petits-enfants

F. Le motif de spéculation

Epargner pour accroître sa richesse, par exemple en investissant dans le logement ou dans des actions.

Section 2 : L'évolution de l'épargne en générale

Dans cette section on va essayer de faire l'analyse générale sur l'évolution de l'épargne et aussi de faire une comparaison internationale.

2.1 Analyse de l'évolution du taux d'épargne en France :

Baisse du taux d'épargne de 1979 au milieu des années 1980, de 1979 au milieu des années 1980, le taux d'épargne a clairement chuté¹², les Français arbitrant en faveur de la consommation. Plusieurs explications ont été avancées :

- la diminution de la construction de logements qui restreint le besoin d'épargne.

Ainsi, de 1976 à 1986, le nombre annuel des mises en chantier de logements neufs est passé de 500 000 à 270 000, et l'on évoquait alors une certaine saturation des besoins en logements, qui aurait pu peser sur le taux d'épargne. Les années suivantes ont clairement démenti cette vision. De 1959 à 2006, l'évolution du taux d'investissement immobilier des ménages a ainsi été beaucoup plus lisse que celle du taux d'épargne.

- la baisse de l'inflation qui aurait augmenté la richesse réelle des ménages, permettant une consommation plus élevée. En effet, si la théorie fournit des indications contradictoires, puisqu'une baisse de l'inflation peut conduire aussi bien à une augmentation du taux d'épargne (taux de rendement plus élevé) qu'à une baisse (effet des encaisses réelles), seul l'effet d'encaisses réelles paraît significatif.

¹²Céline Antonin Âge, revenu et comportements d'épargne des ménages Une analyse théorique et empirique sur la période (1978-2006) Septembre 2009

- le ralentissement de la croissance du revenu. En accord à la fois avec la théorie keynésienne (inertie de la consommation par rapport au revenu), et néoclassique (variation du taux d'épargne en cas de choc transitoire sur le revenu), le taux d'épargne a tendance à évoluer dans le même sens que la croissance du revenu disponible des ménages. Dans les années 1980, le revenu agit dans le sens d'une baisse du taux d'épargne, avec le ralentissement de la croissance.
- la croissance des crédits bancaires.

2.2 Remontée des taux d'épargne du milieu des années 1980 jusqu' au milieu des années 1990 :

La remontée des taux d'épargne à partir du milieu des années 1980¹³ s'expliquait d'une part par la hausse du chômage, incitant les ménages à constituer une épargne de précaution. La situation du marché du travail s'est en effet brutalement détériorée de 1991 à 1996¹⁴. Il faut distinguer deux effets complémentaires de l'augmentation du taux de chômage : d'une part, un taux de chômage plus fort élève la probabilité de se trouver au chômage, ce qui conduit les ménages à accroître leurs épargnes pour faire face aux mauvais jours. En même temps, un taux de chômage élevé rend les revenus plus incertains : les ménages augmentent cette fois leur épargne en prévision de revenus futurs plus variables.

La hausse du taux de chômage expliquait ainsi les 40% de l'écart observé de la consommation par rapport à son niveau "normal", notamment parce que les anticipations défavorables liées au chômage se sont diffusées hors de la sphère des seuls chômeurs pour se répandre dans la population¹⁵.

D'autre part, l'incertitude concernant l'avenir du système de retraite et la pérennité du système de protection sociale ont pu avoir une incidence sur le niveau d'épargne.

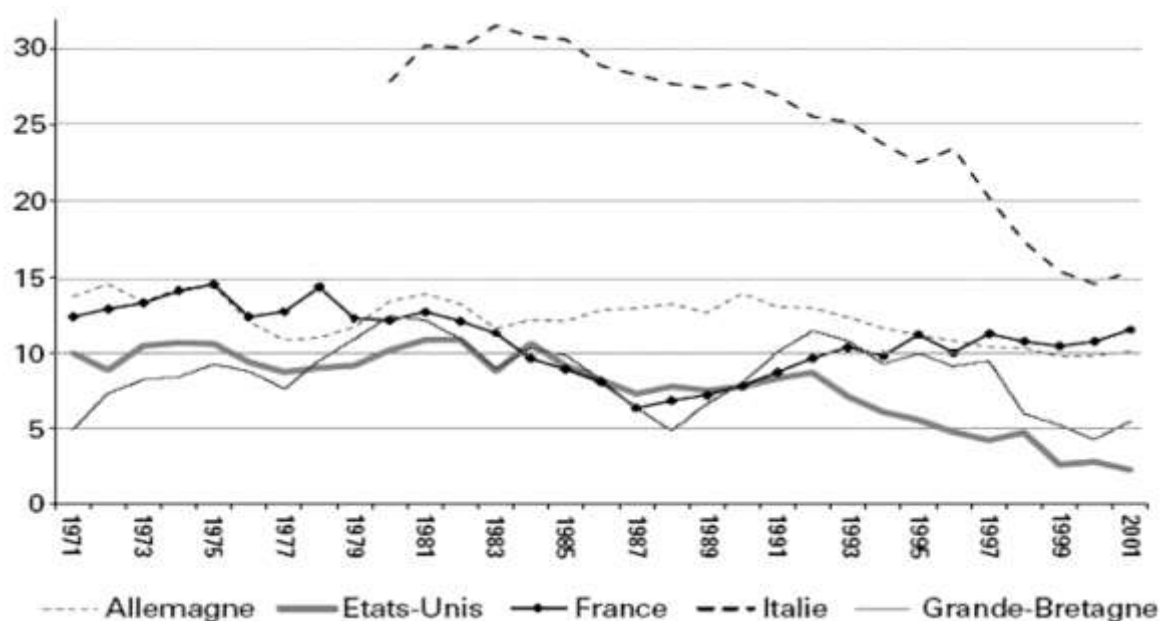
Depuis le milieu des années 1990, une évolution ambiguë, à partir de 1995, l'évolution des taux d'épargne est plus difficile à analyser¹⁶.

¹³ Céline Antonin Op .cit page 29

¹⁴ idem

¹⁵ Lollivier S. D. VERGER « Inégalités et cycle de vie : les liens entre consommation patrimoine et revenu permanent » annales d'économie et de statistiques 1999. N°54, pp 203-246.

¹⁶ Idem

Figure N°01 : Les taux d'épargne des ménages dans 5 pays l'OCDE entre 1970 et 2001.

Source : l'Organisation de coopération et de développement économique, bases de données annuelles des Perspectives Économiques, 1970-2001.

Revue d'économie politique, consulté sur le lien suivant : 18/02/2020 à 19h25.

2-3 les contributions des déterminants aux évolutions du taux d'épargne dans quelques pays de l'OCDE.

Une forte singularité de l'évolution de taux d'épargne des ménages allemands se situe entre 1980 et 1988 : alors qu'il se repliait de -2 à -4 points en moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux d'épargne des ménages allemands est demeuré quasi stable. Cette évolution peut s'expliquer par une désinflation moins marquée en Allemagne que dans le reste de l'OCDE, du fait d'un rythme d'inflation plus faible au début des années 1980, mais également par la montée du taux de chômage qui contribuerait à hauteur de 0.4 point à la stabilité de l'épargne allemande^{*17}.

Le taux de l'épargne des ménages italiens s'est replié de près de 13 points en l'espace de 20 ans, cette chute résulte d'une part du repli de l'inflation, mais également de la

*L'échelle d'Oxford attribue un poids de 1 au premier adulte, de 0,7 au second adulte, de 0,5 aux enfants de moins de 14 ans et de 0,7 aux enfants de plus de 14 ans. Depuis l'enquête 2005, l'échelle de l'OCDE est utilisée en remplacement : elle attribue un poids de 1 au premier adulte, de 0,5 au second adulte, de 0,3 aux enfants de moins de 14 ans, de 0,5 aux enfants de plus de 14 ans. L'échelle d'Oxford attribue davantage d'unités de consommation aux familles que celle de l'OCDE ; en conséquence, elle conduit à des résultats plus pessimistes sur le niveau de vie des familles.

hausse particulièrement marquée du ration de dépendance en Italie : ce vieillissement de la population contribue pour -3.3 points à la baisse de taux d'épargne depuis 1980.¹⁸

Aux Etats-Unis, le repli de taux d'épargne des ménages s'établit à pratiquement – 8 points en 20 ans¹⁹, la désinflation dans les années 1980, puis l'assainissement marqué des comptes publics et le faible niveau de chômage dans les années 1990 semblent s'expliquer en grande partie ce mouvement continu. Le modèle rend plutôt assez bien compte des mouvements de l'épargne des ménages dans ce pays.²⁰

2.4. Comparaison internationale

L'étude des contributions des différents déterminants aux variations du taux d'épargne offre une interprétation des évolutions comparées dans quelques pays de l'OCDE au cours de 20 dernières années

Le taux d'épargne calculé à partir des données des organisations internationales est plus faible que le taux d'épargne calculé à partir des données françaises (enquêtes ou comptes de la Nation). Cela vient de la volonté de comparabilité entre pays, qui a nécessité une harmonisation des conventions comptables. La comparaison, pour imparfaite qu'elle soit, se révèle néanmoins intéressante, car elle permet d'étudier les grandes tendances du comportement des ménages français au regard de ses partenaires.

L'évolution du taux d'épargne des ménages français est très atypique au sein des pays de l'OCDE depuis plus de 10 ans. Selon les données de l'OCDE, après avoir baissé entre 1980 et 1988 dans des proportions comparables à celles observées chez ses partenaires, entre 1988 et 1997, le taux d'épargne s'est redressé en France, avant de connaître une stabilisation. Ses partenaires en revanche, à l'exception du Royaume-Uni, ont continué d'enregistrer un repli ou au moins une stabilité du taux d'épargne des ménages (baisse moyenne de 1,5 point).

Berger et Daubaire²¹ envisagent plusieurs facteurs pour rendre compte de ce comportement, comme la hausse du chômage et donc de l'épargne de précaution, l'influence de la libéralisation financière, l'effet de richesse ou le mouvement de désépargne publique. Cela

¹⁸ Céline Antonin Op.cit page 29

¹⁹ Karine Berger, Aurlien Danbaire, Revue d'économie politique. L'évolution de taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'OCDE.

Une interprétation basée sur les déterminants du moyen terme.

²⁰idem

Une interprétation basée sur les déterminants du moyen terme.

²¹ Berger et Daubaine « l'évolution du taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'OCDE : une interprétation basée sur les déterminants de moyen terme » revue d'économie politique 2004.

étant, aucun de ces facteurs n'est spécifique à la France, ce comportement atypique reste donc aujourd'hui encore en grande partie inexpliqué²².

Section 3 : Les déterminants de l'épargne des ménages

Dans cette section, nous allons essayer d'identifier les facteurs qui influencent le comportement d'épargne chez les ménages. Ces facteurs peuvent être liés soit aux instruments de politique économique c'est-à-dire les variables monétaires (le taux d'intérêt et l'inflation) et les variables budgétaires (la fiscalité et les crédits octroyés aux ménages).

3.1. Taux d'épargne

Les pays diffèrent considérablement en matière de taux d'épargne.

L'épargne des ménages est définie au niveau macro comme la différence entre le revenu disponible des ménages- principalement les salaires et les revenus des travailleurs indépendants- et les dépenses de consommation. Le taux d'épargne des ménages est calculé en divisant l'épargne des ménages par le revenu disponible, et on agrégeant ceci pour tous les ménages de l'échantillon.

$$\text{Taux d'épargne} = (\text{épargne} \div \text{Revenu disponible brut}) \cdot 100$$

Les taux d'épargne sont restés stables dans certains pays, mais ont décliné dans d'autres comme l'Australie, le Canada, le Japon, la Hongrie, la Corée de Sud, le Royaume-Uni les Etats unis avec la crise financière de 2007-2008²³, la tendance s'est inversé et les taux d'épargne ont augmenté en 2009 dans nombreux pays, cependant, les taux ont commencé à diminuer de nouveau dans plusieurs pays l'année suivante et sont susceptibles de continuer à baisser, les pays européens avec des taux d'épargne important sont la Belgique, la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne et la suisse.²⁴

3.1.1 Taux d'épargne négatif

Indique qu'un ménage dépense plus qu'il ne reçoit sous forme de revenu régulier, le Danemark possède, par exemple un taux d'épargne négatif constant²⁵. Les ménages avec un taux d'épargne financent une partie de leurs dépenses grâce au crédit –augmentent leur

²²W.fred.opcit page 27

²³Idem

²⁴idem

²⁵ idem

dettes- grâce au gain issus de la vente d'actifs ou en entament les réserves d'argent qu'ils possèdent en liquide ou sur un compte d'épargne. Les ménages ne peuvent pas procéder de la sorte que de manière temporaire : durant une courte période ou pour une dépense spécifique. Mais pas de façon permanente.

3.2 Taux d'épargne selon le revenu

Un déterminant du comportement d'épargne est important à prendre en compte : il s'agit de l'origine des ressources du ménage. Selon que les revenus proviennent essentiellement du capital ou du travail.

L'idée selon laquelle l'on épargne différemment selon le type de revenu - revenus du capital ou revenu du travail - est apparue dans les années 1950 suite aux travaux des économistes postkeynésiens, dans le cadre plus large d'une réflexion macroéconomique sur le lien entre croissance et répartition du revenu national. La propension à épargner des capitalistes était plus importante que celle des salariés²⁶. Plus récemment, la littérature sur la croissance endogène a fourni un cadre propice à un réexamen de ces théories. Des auteurs comme ont également démontré que la propension à épargner dépendait de l'origine du revenu.²⁷

3.2.1 La diversité des propensions à épargner dans les modèles macroéconomiques post keynésiens.

A. Modèles à deux types de revenus :

Kaldor part de l'idée que la flexibilité de la propension à épargner permet de parvenir à la croissance équilibrée de plein emploi. Il met en évidence deux groupes d'agents dans l'économie, se partageant le revenu national et n'ayant pas les mêmes comportements. D'un côté, les capitalistes, propriétaires du capital, sont rémunérés grâce aux profits (P) qu'ils réalisent. De l'autre côté, les travailleurs touchent des salaires (W) contre la mise à disposition de leur force de travail au service des capitalistes. La propension moyenne à épargner n'est plus une donnée exogène, mais une variable endogène du modèle²⁸. L'épargne de la collectivité (S) est la somme des épargnes des deux classes sociales S_w et S_p . La fonction d'épargne s'écrit :

²⁶ Kaldor N « à mode le of Economicgrowth » Economic, journal 1957

²⁷ Alesina A. Rodrik « distributive politics and economic growth », the quarterly journal of economics, vol 109 n°02, pp 465-490.

²⁸ Céline Antonin Op cit page 29

$$S = S_w + S_p \implies S = s_w W + s_p P$$

W et P représentent respectivement la masse salariale et la masse des profits, s_w et s_p étant respectivement la propension moyenne du salarié et la propension moyenne des capitalistes. Kaldor retient l'hypothèse centrale sur les salaires s_w n'est pas la même que sur les profits s_p :

$$0 \leq s_w \leq s_p \leq 1$$

Comme le revenu national s'écrit $Y = W + P$, et que l'épargne égale à l'investissement ($S = I$),

$$I = S = S_w W + S_p P = s_w (Y - P) + s_p P = s_w Y + P(s_p - s_w)$$

$$I/K = s_w Y/K + P/K(s_p - s_w)$$

$$P/K = 1/s_p - s_w (I/K - s_w Y/K)$$

Or $I/K + K'/K = g$, avec g le taux de croissance du capital, et $P/K = r$, avec r le taux de profit. Par conséquent, si on fait l'hypothèse d'un taux d'épargne nul des travailleurs, il vient :

$$s_w = 0 \rightarrow r = g/s_p \rightarrow s_p = g/r$$

Le taux de profit est donc d'autant plus élevé que la propension à épargner des capitalistes est

plus faible.²⁹

*"Les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent, et les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent"*³⁰

B. La critique de Pasinetti

Pasinetti s'interroge sur la répartition fonctionnelle de Kaldor, et décèle une faille.

Pour Pasinetti, les salariés peuvent eux aussi bénéficier d'une part des profits du capital. Il faut distinguer entre les profits qui vont aux capitalistes et les profits qui vont aux salariés. Cela

²⁹W.fred Van Raaij, op cit page 27

³⁰Kaldor N op.cit page 34

étant, les conclusions de Pasinetti restent identiques : les taux d'épargne des travailleurs demeurent inférieurs au taux d'épargne des capitalistes³¹.

3.2.2 La diversité des propensions à épargner dans les modèles de croissance endogène

L'une des caractéristiques des modèles de croissance tirés par l'investissement est le fait que le taux d'intérêt est constant et donc qu'il n'y a pas de dynamique transitoire. Contrairement à la littérature plus ancienne, la formulation de la croissance endogène dérive le comportement d'épargne de la maximisation de l'utilité. La croissance et la répartition sont déterminées ensemble.

Epargne et longueur de l'horizon décisionnel les 3 modèles fondateurs :

Les développements théoriques ont conduit à distinguer trois modèles successifs de comportement selon la longueur de l'horizon décisionnel³²

a. le modèle myope à horizon court :

le modèle à horizon court est basé sur les recherches de Keynes, en effet, ce modèle stipule que l'individu est confronté à des revenus instables et que sa consommation est le résultat des besoins du moment ou des habitudes. L'individu vit au jour le jour et ne tient pas en compte les éléments futurs dans sa prise de décision.

Pour Keynes, l'épargne est un résidu dans l'affectation du revenu. A l'opposé, la tradition néoclassique considère l'épargne comme l'affectation d'une partie du revenu à la consommation future.

b. le modèle de cycle de vie à horizon long et borné :

Le modèle à horizon long est basé sur deux théories :

Dans la première, les individus ont pour horizon temporel la durée de leur existence et ils ont pour objectif de maintenir un profil de consommation régulier sur l'ensemble de leur vie³³.

³¹Pasinetti L. « Rate of profit and income distribution in relation to the rate of economic growth », Review of economic studies 1962.

³²GOGNEE Natacha. « les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois » mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise des sciences de la gestion. Octobre 2016 Québec.

³³Brumberg R. F. Modigliani « Utility Analysis and the consumption function : An interpretation of Cross-section Data », Rutgers University Press, 1954. In Natacha Gognée mémoire de master "les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois" université de Québec octobre 2016.

La seconde théorie introduit la notion de revenu permanent, qui se définit, comme le revenu constant au cours du temps, ce qui donne au ménage le même revenu actualisé que ses revenus futurs³⁴.

c. le modèle dynastique ou hypermétrépe à horizon infini :

Le modèle dynastique à horizon infini est basé sur le principe de transfert intergénérationnel.

Le transfert intergénérationnel des avoirs est le motif le plus important à l'épargne et un déterminant de l'accumulation du capital³⁵.

3.3 Cycle de vie et revenu permanent

Ces deux approches, la première associée au nom de Modigliani, la seconde à celui de Friedman, ont en commun l'idée que les ménages ne déterminent pas leur consommation en considérant seulement leur revenu courant³⁶, mais qu'ils considèrent leur revenu anticipé sur une période beaucoup plus longue. Arrivées à ce point, les deux approches divergent légèrement en accentuant différemment les motifs de l'épargne : la théorie du cycle vital privilégie l'épargne en vue de la constitution d'un patrimoine qui financera la consommation pendant les vieux jours ; l'hypothèse du revenu permanent retient également cette motivation mais attribue également de l'importance au désir de laisser un héritage.³⁷

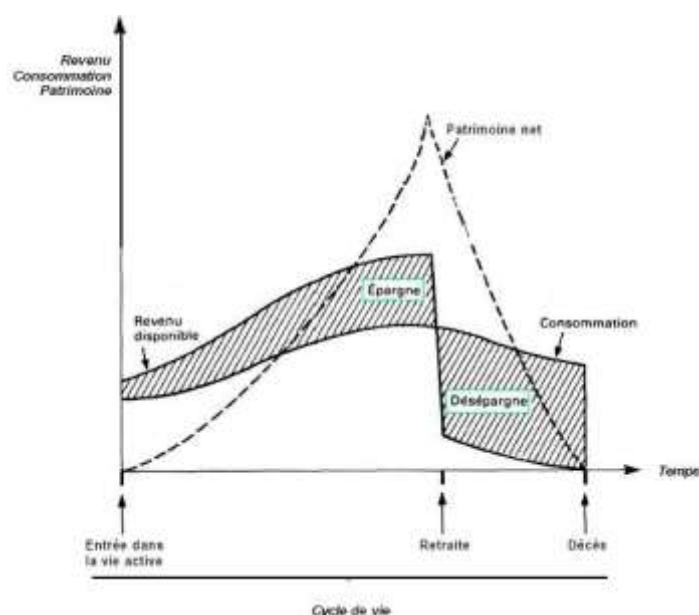
³⁴ Friedman M « A Theory of the consumption Function », Princeton University Press, 1957.

³⁵ Kotlikoff L. L. Summers « the role of Intergenerational Transfers in Aggregate Capital Accumulation », Journal Of Political Economy, 1981.

³⁶ Véronique Fournier. François Vaillantcourt, rapport de projet. Les déterminants de l'épargne des ménages au Québec en 2007 : analyse et comparaison avec le Canada et L'ontario. Montréal 2001.

³⁷ idem

Figure N°0 2 : Modèle de cycle de vie



Source : Céline Antonin. Mémoire « âge, revenu et comportement d'épargne des ménages, une analyse théorique et empirique sur la période 1978-2006 »

Le modèle de Modigliani et Brumberg suppose que les consommateurs ont pour horizon temporel la durée de leur existence, soit un horizon temporel long, mais fini. Leurs arbitrages patrimoniaux ont pour objectif d'assurer un profil de consommation régulier sur l'ensemble de la vie. Dans la version de base du modèle de cycle de vie, le premier souci des ménages concerne ainsi le financement de leur période de retraite : ils accumulent pendant leur durée d'activité un patrimoine qu'ils consomment par la suite³⁸.

En revanche, l'agent n'effectue guère d'arbitrages intergénérationnels : les transmissions patrimoniales ne jouent qu'un rôle résiduel dans ses choix d'accumulation. S'il peut laisser un héritage parfois conséquent derrière lui, celui-ci sera de nature involontaire ou accidentelle, dans la mesure où il résulte plus de l'incertitude de la durée de vie que d'un véritable motif de transmission³⁹.

3.3.1 Le revenu permanent

Friedman retient quant à lui l'hypothèse d'une durée de vie infiniment longue. Dans cette perspective, il introduit la notion de revenu permanent, défini comme le revenu constant au cours du temps qui donne au ménage le même revenu actualisé que ses revenus

³⁸ F. Modigliani op.cit page 36

³⁹ Masson A « Economie de débat intergénérationnel : points de vue normatif, comptable, politique », Cahiers de l'INED, pp 15-58, 2003.

futurs. De façon similaire, Friedman définit la consommation permanente, comme "la valeur des services qu'on prévoit de consommer pendant la période considérée", et montre alors que la consommation permanente (et donc l'épargne) est proportionnelle au revenu permanent. Friedman n'exclut cependant pas que le ménage puisse planifier sa consommation sur un horizon plus bref (de trois à cinq ans par exemple), en réajustant progressivement sa consommation pour tenir compte de modifications jugées durables du revenu. Mais, à la différence du comportement de cycle vital, le ménage ne liquide pas son patrimoine pour assurer sa consommation à partir d'un certain âge⁴⁰.

Dans la forme généralisée de modèle de cycle de vie, développée à partir de 1985, Modigliani, Ando et Brumberg proposent de dissocier le patrimoine en deux composantes hétérogènes, qui seraient détenues à des fins différentes :

- a. le patrimoine de cycle de vie, destiné à la consommation différée, et dont le mode d'accumulation serait conforme à l'hypothèse du cycle de vie.
- b. le capital d'investissement destiné à la transmission, qui relèverait d'une perspective dynastique (avec un horizon supérieur à la durée de vie).

Ces deux modèles ont pour propriété centrale de dissocier le profil de consommation du profil de revenus sur l'ensemble du cycle de vie, et prédisent que le taux d'épargne dépend d'abord de l'âge et du revenu permanent. Ces deux approches ont plus ou moins fusionné, fournissant un cadre d'analyse flexible destiné à rendre plus intelligibles les comportements patrimoniaux.

Le modèle revenu permanent/cycle de vie, dans sa formulation originelle, ne prenait pas en compte l'incertitude portant sur les revenus. On supposait que les comportements reposaient sur une anticipation parfaite du futur et qu'ils n'étaient pas contraints par des imperfections du marché des capitaux. Néanmoins, ces hypothèses se sont révélées trop restrictives car elles ne pouvaient rendre compte de certains comportements observés empiriquement, comme le motif de précaution. C'est pourquoi le cadre d'analyse a été étendu à un environnement incertain et à des marchés des capitaux imparfaits⁴¹.

⁴⁰ Friedman Op. cit 34

⁴¹ Deaton A. « Saving and Liquidity Constraints », *Econometrica*, 1991

3.3.2 Extension du modèle de cycle de vie :

Répondant à un motif de précaution à moyen et long terme, une épargne supplémentaire permet alors de pallier les aléas de revenu (chômage, perte de salaire,...) et de se prémunir contre une durée de vie incertaine. Par ailleurs, les contraintes sur le marché du crédit, qui empêchent d'emprunter sur les revenus futurs, limiteront les possibilités de choix de l'agent : s'il anticipe des revenus d'activité fortement croissants, ces contraintes se traduiront par une consommation aux âges jeunes plus faible qu'il ne le souhaite.

a. Le modèle de buffer stock (épargne tampon)

Une formalisation du comportement d'épargne de précaution, en présence ou non de contraintes de liquidité, a été proposée par des auteurs qui considèrent un modèle de d'"épargne tampon" (buffer-stock), pour lequel le profil en cloche de l'épargne, caractéristique du modèle de cycle de vie, accumulée surtout en vue de la retraite, s'efface, en raison de l'impatience du consommateur, au profit d'un comportement d'accumulation original. Une épargne plutôt liquide, ou fonds de contingence, joue alors le rôle de "tampon" (buffer) contre les fluctuations de moyen terme portant sur le revenu d'activité⁴².

Le motif de précaution peut conduire à des taux d'épargne différenciés par âge : accumulation initiale aux jeunes âges, destinée à constituer le capital qui servira de tampon face aux fluctuations ultérieures du revenu, puis ajustement de ce tampon avec l'âge en fonction de l'évolution des risques pesant sur les ressources de l'individu ou du ménage. Cette réserve de précaution est constituée par un consommateur impatient réagissant aux fluctuations du revenu courant qui amèneraient à connaître des situations contraignantes dans le futur.

b. Le modèle dynastique ou hypermétrorpe

Le dépassement de l'hypothèse du cycle de vie trouve ses fondements dans les travaux de Kotlikoff et Summers, pour lesquels les transferts intergénérationnels constituent l'explication la plus importante de l'épargne et le déterminant essentiel de l'accumulation du capital⁴³, alors que pour Modigliani, 80% du patrimoine serait imputable à l'accumulation de type cycle de vie.

Selon ce modèle, les préférences intègrent le bien-être des générations suivantes. Alors que le ménage de cycle de vie cherche à consommer, à terme, la totalité des ressources

⁴² Céline Antonin op. cit page 29

⁴³ Kotlikoff et Summers op.cit page 37

perçues, le ménage dynastique transmet des ressources à ses enfants, car ces transferts lui apportent une certaine utilité.

Son horizon décisionnel va bien au-delà de sa propre existence. Si le concept de ménage s'applique assez bien au modèle de cycle de vie, c'est plutôt le concept de lignée qui correspond au modèle hypermétrape. Le modèle dynastique dissocie donc profil de consommation et échéancier des ressources sur une période supérieure à la durée de vie. Il s'ensuit que la consommation présente dépend d'un revenu "intergénérationnel" qui intègre les ressources. Anticipées pour la descendance, la propension à consommer ce revenu étant fonction du degré d'altruisme parental et du motif précis des transmissions.

Ces trois modèles, archétypes de comportement, correspondent à des conceptions très différentes.

Les déterminants de l'épargne, le sens et l'importance de leurs effets varient d'un modèle à l'autre : la retraite joue par exemple un rôle fondamental pour les consommateurs de cycle de vie, alors qu'elle n'intervient quasiment pas dans les choix des sujets myopes. Le bien-être des générations futures influence les comportements dynastiques mais pas les deux autres. Aussi, les comportements hypermétropes permettent de rendre compte de patrimoines plus importants⁴⁴.

3.4 Du revenu courant au revenu permanent.

L'existence d'un comportement de cycle de vie doit être validée. Le changement de comportement à l'approche de la retraite et la désaccumulation du patrimoine en fin de vie sont des prédictions dont il est nécessaire d'évaluer la pertinence. Le sens

Construction du revenu permanent

Le revenu permanent est, selon Friedman, le revenu constant au cours du temps qui donne au ménage le même revenu actualisé que ses revenus futurs. De façon plus intelligible,

Carroll le décrit comme le niveau de revenu du travail que le ménage recevrait en l'absence de tout choc transitoire sur le revenu. Du point de vue de l'identification empirique, cette description est assez fruste et l'estimation du revenu permanent s'avère délicate⁴⁵.

⁴⁴Céline Antonin op. cit page 29

⁴⁵ Patrick Allard, le comportement d'épargne des ménages, Revue française d'économie.

3.5 Epargne et inflation

Epargner de l'argent est seulement une option économiquement attractive si le taux d'intérêt est supérieur aux taux d'inflation. Beaucoup de consommateurs oublient le taux d'inflation quand ils considèrent l'épargne et le taux d'intérêt. Ils sont contents avec l'intérêt gagné, mais ne sont pas conscients de fait que l'inflation enlève une partie de ces gains. C'est ce qu'on appelle l'illusion monétaire : la tendance à considérer la valeur nominale (les nombres) des sommes d'argent (épargne ou richesse) plutôt que la valeur réel de l'argent. Il est rationnel d'épargner alors sous d'autres formes, telles que l'achat d'or cependant, il a été démontré qu'un taux d'inflation élevé peut engendrer une épargne en argent plus élevée, afin de battre l'inflation et de garder son épargne intacte.⁴⁶

3.6 La fiscalité

La fiscalité de l'épargne est un véritable moyen de politique économique, les réalités économiques et sociales des Etats ne sont forcément les mêmes, il ne résulte une forte disparité entre les régimes d'imposition prévus dans les différents systèmes.

Les impôts peuvent être classés en trois catégories, impôts sur le revenu du travail, impôts sur revenu de capital et impôts sur la consommation.

Les effets d'un impôt sur le revenu du travail et ceux d'un impôt sur la consommation sont équivalents du point de vue des ménages : tous les deux réduisent la valeur des ressources disponibles, par conséquent la consommation et l'épargne.

Dans la pensée classique ; pour Ricardo, l'impôt sur les revenus de ménages doit être doux, juste et suffisant pour simuler l'offre, plusieurs autres développements théoriques agissant en faveur d'une fiscalité neutre, stable et équitable afin qu'elle constitue le support efficace à l'épargne des ménages.

En ce qui concerne Keynes, il pense que qu'un alourdissement de la fiscalité sur les revenus du capital, compensé par un allègement de la fiscalité sur les revenus du travail aura pour effet de décourager l'épargne privée disponible pour l'investissement et augmenter la proportion à consommer, il construit son analyse au regard de la politique fiscale britannique d'après la guerre dont l'objectif était de modifier la répartition de revenu national en faveur

⁴⁶W.fred Vaan Raaij op cit page 27

des salaires et aux pertes des revenus du capital, les titulaires des revenus du travail ont une propension marginale à consommer plus forte que les titulaires des revenus du capital.⁴⁷

3.7 Variables psychologiques

Une grande partie de la documentation sur l'épargne retraite se concentre sur l'influence des facteurs démographiques. Les facteurs psychologiques qui influencent la planification et l'épargne sont souvent négligés. Malgré le fait que les facteurs économiques ont principalement été utilisés pour expliquer le comportement d'épargne, de plus en plus d'importance est accordée aux facteurs psychologiques tels que l'attente et la perception. Katona suggère que la capacité d'une personne à épargner est liée à son revenu disponible et que sa prédisposition à épargner est liée à son attitude optimiste ou pessimiste envers sa situation économique actuelle et future⁴⁸. En effet, les individus qui ont confiance en leur capacité à gérer leur finance personnelle sont plus susceptibles d'épargner que ceux qui considèrent la gestion des finances comme une tâche difficile. Il semble que le revenu de l'individu ne soit pas le seul prédicteur du comportement d'épargne.⁴⁹

3.7.1 Contrôle de soi

Un facteur psychologique important est le contrôle de soi, le contrôle du comportement impulsif. Le contrôle de soi dans le domaine de l'épargne peut être conceptualisé comme le degré de préférence temporelle. Un faible contrôle de soi signifie une préférence forte pour une consommation présente plutôt que futur. Un taux d'intérêt élevé est nécessaire pour dissuader les gens de dépenser leur argent directement plutôt que l'épargne pour le futur. Les gens qui ont un faible contrôle de soi et une faible discipline préfèrent consommer un bien immédiatement que d'en postposer la consommation. Ils vont généralement épargner moins et emprunter plus que les personnes avec un niveau élevé de contrôle de soi. Les gens qui se sentent en contrôle de leurs finances épargnent plus que les autres.

Rotter distingue le locus de contrôle interne et externe.⁵⁰ Les personnes avec un locus de contrôle interne croient que le futur est entre leurs mains. Ils sont actifs et prennent des décisions pour créer leur propre avenir. Ils surveillent leurs finances et épargnent plus. Les personnes avec un locus de contrôle externe sont fatalistes et pensent que le futur n'est pas entre leurs mains, mais dépend des autres ou des circonstances. Ils se perçoivent comme des

⁴⁷W.fred Vaan Raaij Op.ct page 27

⁴⁸Idem

⁴⁹Natacha.Gognée.op.cit page36

⁵⁰ Idem

victimes d'autrui ou des circonstances échappant à leur contrôle. Ils sont passifs, ont tendance à ne pas surveiller leurs finances, épargnent moins, se plaignent plus souvent et n'essayent pas de changer eux-mêmes leur avenir. Cependant, les personnes avec un contrôle interne ont souvent une formation et un revenu supérieurs, ce qui peut aussi expliquer leur capacité à épargner et donc leur comportement d'épargne.

Le contrôle de soi (ou contrôle interne) peut être imposé ou renforcé par :

1. le pré-engagement : créer un contrat ou des circonstances qui forcent les gens à épargner, par exemple un contrat d'épargne « automatique » auprès d'une banque.
2. Une planification : cohérente : choisir le meilleur plan auquel l'individu est réellement capable d'adhérer, par exemple un plan de budgétisation⁵¹.

Conclusion

L'épargne est la différence entre le revenu et la consommation, et en grande partie ce sont des fluctuations du revenu disponibles des ménages qui affectent celle de l'épargne car ce dernier évolue dans le même sens que la croissance de ces revenus.

A cause de l'incertitude quant au revenu et aux dépenses futures, épargner pour des transactions futures et d'épargner pour plus tard, pour la vieillesse et pour le plan de retraite. Épargner requiert une orientation temporelle à long terme et un contrôle de soi. Les pré-engagements tels qu'une épargne automatique et une planification cohérente peuvent aider les consommateurs à exercer leur contrôle de soi et atteindre leurs objectifs d'épargne.

Centaines d'anomalies liées à l'épargne existent. Les consommateurs peuvent emprunter pour des transactions spécifiques (à un taux d'intérêt élevé) et, dans le même temps, épargner (à un faible taux d'intérêt). Les consommateurs, connaissant leur manque de contrôle de soi, empruntent de l'argent pour une transaction afin de garder leur épargne intacte. Une autre anomalie est que le taux d'intérêt sur l'épargne peut être inférieur à l'inflation. D'un point de vue économique, l'épargne est alors irrationnelle, mais les consommateurs peuvent même accroître leur épargne afin de « battre » l'inflation.

Un taux d'intérêt élevé peut amener ou non un niveau d'épargne plus élevé. Tout dépend si c'est l'effet de substitution qui domine ou celui de revenu.

⁵¹W. Fred Vann Raaij Op. cit. page 27

Introduction

Dans ce deuxième chapitre nous allons nous appuyer sur certains indicateurs à savoir le taux d'intérêt, l'inflation, le revenu des ménages en Algérie ainsi les facteurs économiques et politiques qui ont joué un rôle dans l'évolution de l'économie algérienne couvrant la période allant de 1970 à 2015 pour étudier leur influence sur l'évolution de l'épargne des ménages sur la même période utilisant les données de l'office national des statistiques.

Ce chapitre sera reparté en trois sections, qui vont montrer l'évolution différente de l'épargne des ménages sur la période 1970-2015.

La première section, nous allons étudier l'évolution de l'épargne des ménages selon quelques indicateurs à savoir le revenu, le taux d'inflation ainsi que le taux d'intérêt, couvrant la période allant de 1970 jusqu'à 1990.

La deuxième section nous allons également étudier l'évolution de l'épargne des ménages selon les mêmes indicateurs couvrant la période allant de 1990 jusqu'à 2000, période marquée par les grandes réformes dans le système bancaire Algérien.

La troisième section sera consacrée à l'étude de l'évolution de l'épargne des ménages selon toujours les mêmes indicateurs couvrant la période allant de 2000 jusqu'à 2015, période où l'Algérie avait connu une période d'aisance financière.

Section1 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1970-1990)

Avant d'entamer l'étude de la période avant 1990, nous allons présenter une esquisse sur l'évolution de l'épargne des ménages sur toute la période allant de 1970 jusqu'à 2014.

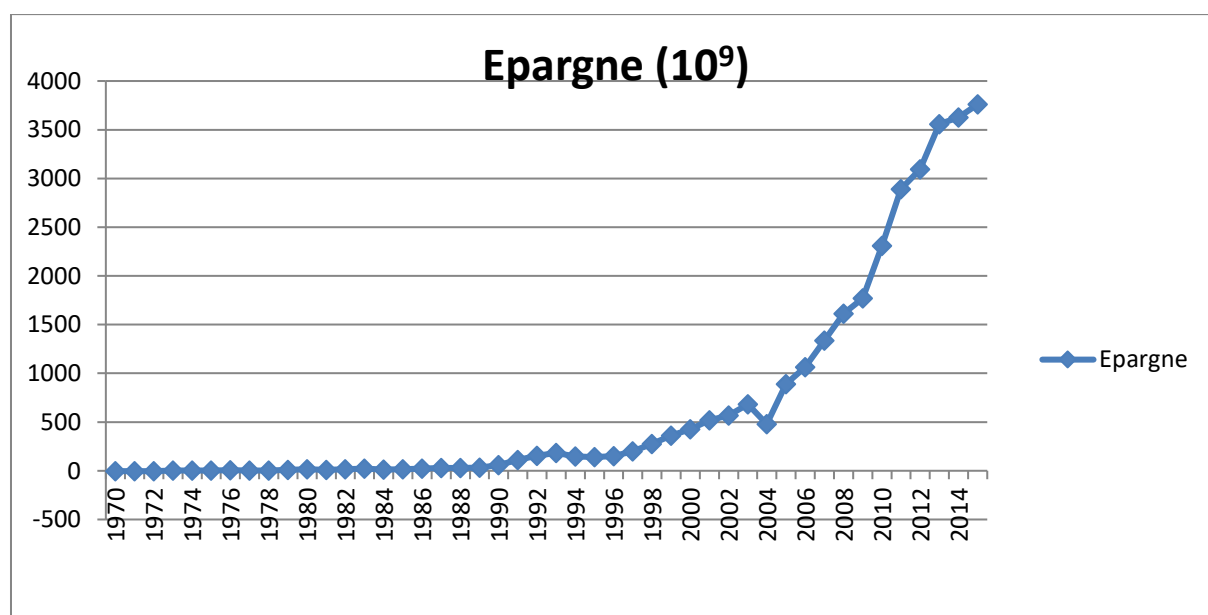
Vu les circonstances reliées au manque des données, notre étude s'est basée sur les données des comptes nationaux publiés par l'Office National de Statistiques (l'ONS).

A l'aide de ces données, nous avons pu calculer l'épargne des ménages en suivant cette formule :

$$\text{Epargne des ménages} = \text{revenu des ménages} - \text{consommation finales des ménages.}$$

Après son calcul, on a pu établir le graphe suivant :

Figure N°03: Evolution de l'épargne de ménages de 1970 à 2014 en Milliard de Dinars :



Source : les données de l'ONS

D'après le graphe ci-dessus, nous constatons que l'épargne des ménages algériens a en général une tendance à la hausse couvrant la période 1970-2014. Cette évolution peut être répartie en deux périodes, la première de 1970 à 1988 pendant laquelle l'épargne évolue peu à peu; la deuxième de 1989 jusqu'à 2014 durant laquelle l'épargne évoluait mais à un rythme accéléré par rapport à la première période.

1.1 L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu :

Dans cette section nous allons voir l'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu, durant la période allant de 1970 jusqu'à 1990, qui est caractérisée par un niveau de développement faible.

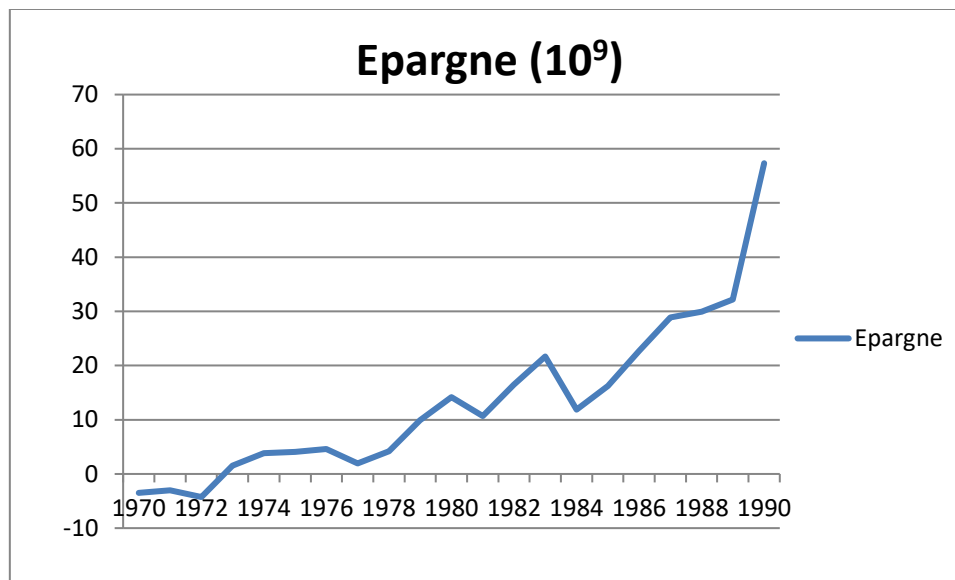
Tableau N°01 :L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu en (MDA) [1970-1990]

Année	revenu	épargne
1970	9,874	-3,5147
1971	11,024	-3,0025
1972	12,462	-4,2598
1973	19,274	1,5329
1974	27,73	3,8055
1975	33,603	4,0806
1976	38,624	4,6135
1977	44,569	1,923
1978	52,99	4,1968
1979	66,143	9,9264
1980	82,013	14,1965
1981	95,361	10,6907
1982	109,151	16,5025
1983	124,134	21,686
1984	134,212	11,8395
1985	152,642	16,2189
1986	174,857	22,6619
1987	178,738	28,8723
1988	238,802	29,9263
1989	289,466	32,1962
1990	362,372	57,3297

Source : les données de l'ONS.

Le tableau numéro 01 ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages Algériens selon le revenu durant la période 1970-1990.

Figure N°04 :L'évolution de l'épargne des ménages de 1970 à 1990 en (MDA)



Source : les données de l'ONS.

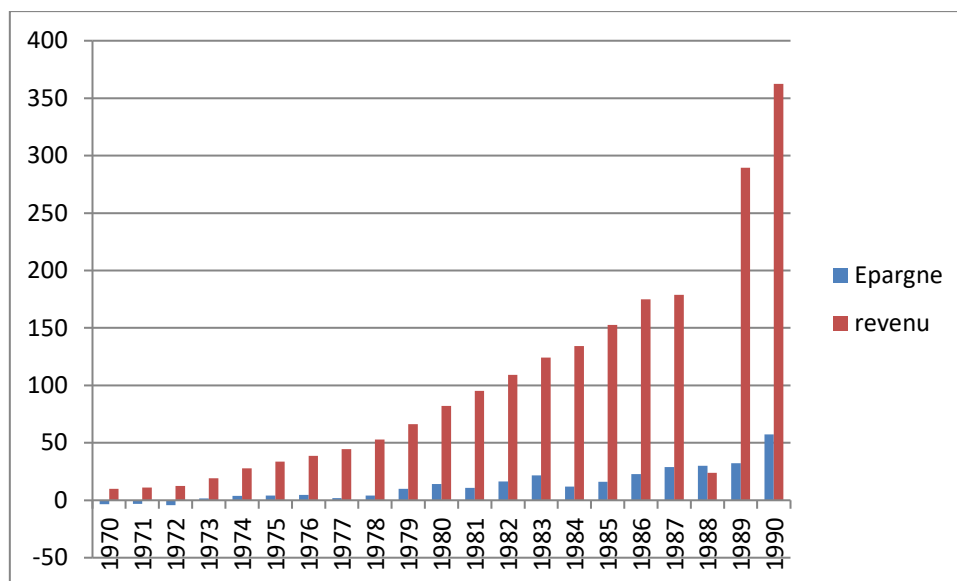
Le graphe ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages sur la période de 1970 à 1990.

Cette période est marquée par la faiblesse de l'épargne en Algérie.

Nous constatons, que la courbe d'évolution de l'épargne en Algérie durant cette période, est passée par deux étapes :

Durant la première étape qui s'étale du 1970 jusqu'à 1974, l'épargne était négative car la consommation des ménages algériens était supérieure que le revenu. Ce qui n'était pas le cas lors de la seconde période allant de 1974 jusqu'à 1990 où l'épargne des ménages commençait à évoluer grâce la nationalisation des hydrocarbures en 1971, favorisant l'exportation des hydrocarbures, ce qui a engendré une augmentation des revenus des ménages algériens.

Figure N° 05 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu 1970 à 1990 en (MDA)



Source : Les données de L'ONS.

Le graphe ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu.

Nous pouvons nettement constater que le revenu disponible brut des ménages est en hausse prolongée sur toute la période 1970-1990, où il accroît d'une manière lente de 1970 au 1987, et d'une manière un peu plus rapide de 1987 jusqu'à 1990. Et cette augmentation des revenus dans toute cette période est due au boom pétrolier de 1973 ainsi que de 1979-1981 ; ce qui est permit de dégager une épargne intérieure considérable dont celle des ménages.

1.2 Évolution de taux d'inflation de 1970-1990

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) est la variation du cout d'un panier des biens et des services généralement achetés par des groupes spécifiques des ménages. Cet indicateur est mesuré par son taux de croissance annuelle et exprimé sous forme d'indice¹.

¹<http://data.oecd.org/fr/price/inflation-ipc.htm> consulté le 23/02/2021 à 15h18

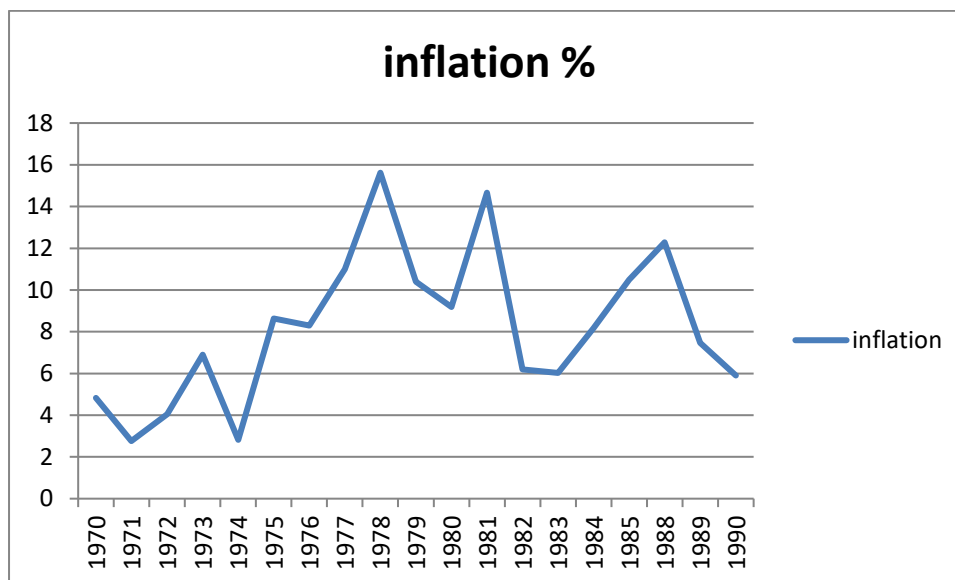
Tableau N°02 : L'évolution du taux d'inflation [1970-1990] en %.

Année	Inflation%
1970	4,83
1971	2,76
1972	4,04
1973	6,9
1974	2,82
1975	8,63
1976	8,3
1977	11
1978	15,62
1979	10,39
1980	9,18
1981	14,66
1982	6,2
1983	6,02
1984	8,18
1985	10,49
1988	12,29
1989	7,46
1990	5,9

Source : les données de l'ONS.

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur l'évolution du taux d'inflation de la période allant de 1970 jusqu'à 1990

Figure N°06 : L'évolution du taux d'inflation de 1970 à 1990 en %.



Source : les données de l'ONS.

Le graphique ci-dessus, nous renseigne sur l'évolution du taux d'inflation de 1970 à 1990.

Nous remarquons que pendant cette période, le taux d'inflation en Algérie se situait en moyenne autour de 9% et il a augmenté à 15,62% causé par le deuxième choc pétrolier de 1973 et reflétant l'augmentation des prix à l'importation. Ce qui nous renseigne d'avantage sur le faible taux d'épargne, le taux d'épargne ne suit pas de manière proportionnelle l'augmentation du revenu (figure 5) et cela, à un lien étroit avec le taux d'inflation.

1.3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de [1970 à 1990]

Le taux d'intérêt retenu dans cette étude est le taux d'intérêt créditeur nominal rémunérant les dépôts des épargnants et le taux d'intérêt réel qui est le taux nominal adapté pour prendre en compte l'inflation.

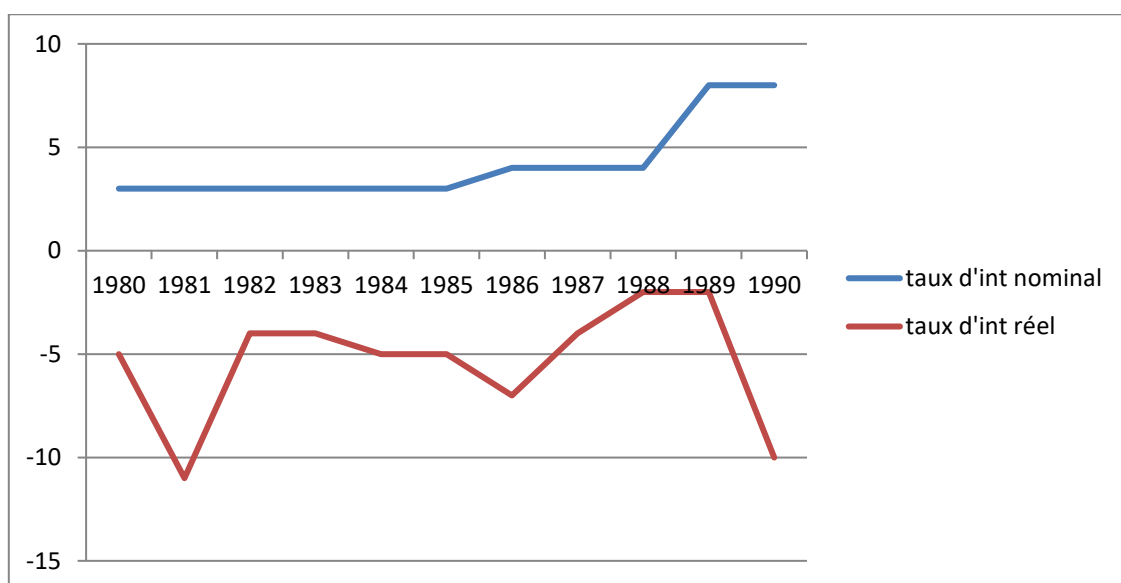
Tableau N°03 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs [1970-1990]

Année	taux d'intérêt nominal %	taux d'intérêt réel %
1980	3	-5
1981	3	-11
1982	3	-4
1983	3	-4
1984	3	-5
1985	3	-5
1986	4	-7
1987	4	-4
1988	4	-2
1989	8	-2
1990	8	-10

Source : Les données de l'ONS.

Le tableau ci-dessus, nous renseigne sur l'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1970 à 1990.

Figure N°07 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1970 à 1990.



Source : Les données de l'ONS.

Le graphe ci-dessus, nous renseigne sur l'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1970 à 1990.

Avant 1990, les taux d'intérêt étaient administrés du moment où les conditions des banques étaient déterminées par le Ministère des Finances, donc il y avait pas de concurrence entre les banques.

Du graphique, nous remarquons que les taux d'intérêt créditeurs en terme nominal ont connu une stabilité à 3% durant la période allant de 1980 à 1985, de 4% pendant les trois années suivantes et 8% par la suite.

En terme réel, les taux créditeurs ont été négatifs, ils se situaient en moyenne autour de 5%. Entre 1980 et 1989, période caractérisée par un taux nominal stable et une moyenne de 9% d'inflation.

Section 2 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1990-2000)

Dans cette section nous allons mettre en avant l'évolution de l'épargne en Algérie, durant la période (1990-2000), une phase marquée par le programme d'ajustement structurel imposé par le FMI. On passait ainsi de l'économie administrée vers une économie de marché, l'accord signé avec le Fonds monétaire international ne ferait qu'accélérer le processus de réforme déjà entamé en le poussant à un seuil irréversible. Ces réformes ont fait l'objet de nombreuses études, analyses, revues et autres évaluations. L'un des principaux problèmes qu'il résout est de savoir si les réformes pertinentes permettront de sortir de la crise économique que traverse le pays. Cela avait-il des répercussions sur l'épargne des ménages durant cette période ? C'est ce que nous essayerons de voir.

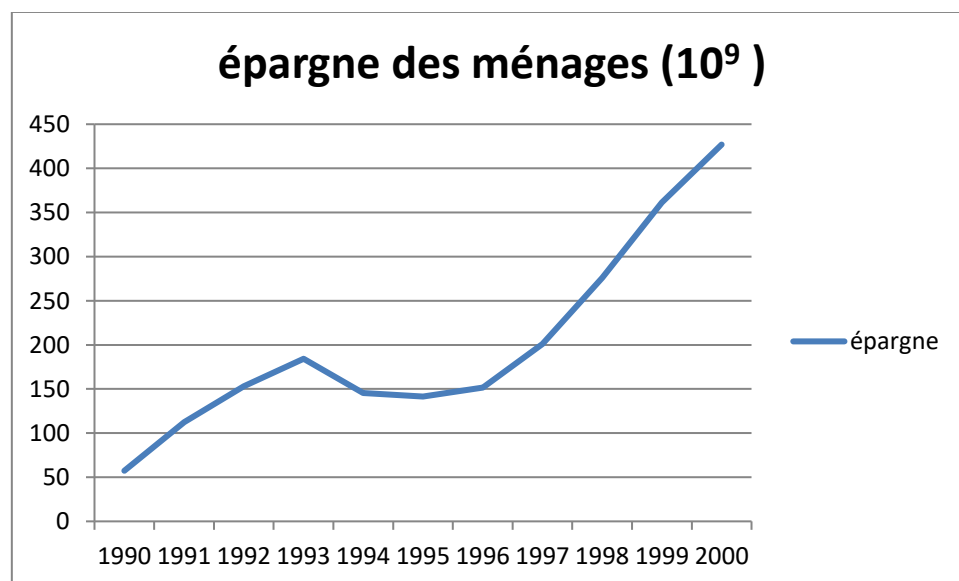
Tableau N°04 : l'évolution de l'épargne des ménages selon leur revenu [1990-2000] en (MDA)

Année	Revenu	épargne
1990	362 ,372	57,3297
1991	522,454	112,4041
1992	691,955	153,1105
1993	823,445	184,3774
1994	972,327	145,5725
1995	1244,536	141,4541
1996	1491,23	151,6784
1997	1611,24	201,014
1998	1806,789	275,2861
1999	2003,481	361,1425
2000	2111,775	426,9122

Source : les données de l'ONS

Le tableau ci-dessus nous éclaire sur l'évolution de l'épargne des ménages durant la période allant de 1990 jusqu'à 2000.

Figure N°08 :L'évolution de l'épargne des ménages de 1990 à 2000 en (MDA).



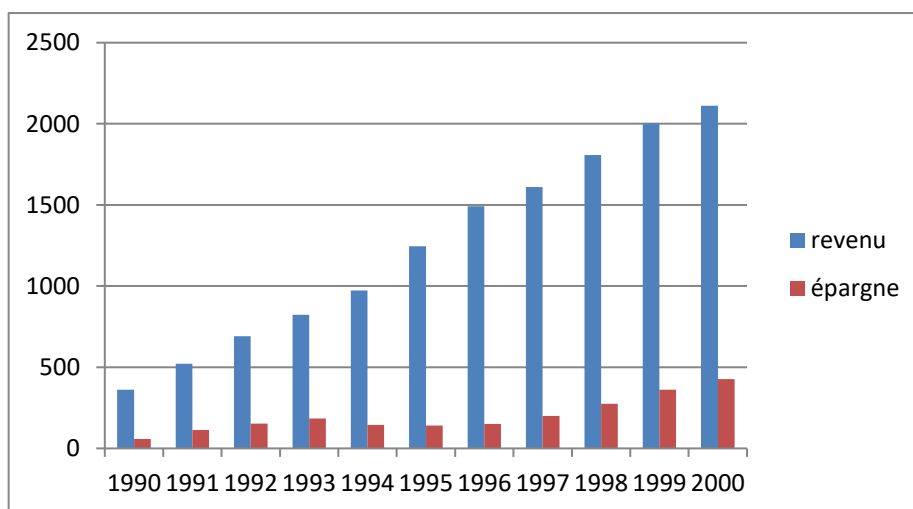
Sources : les données de l'ONS.

Le graphe ci-dessus nous éclaire sur l'évolution de l'épargne des ménages durant la période allant de 1990 jusqu'à 2000.

L'épargne des ménages de 1990 à 1991 a été doublée. Celle-ci a passé de 57,32 milliard de DA à 112,4 milliard, elle a maintenu son accroissement avec un rythme accéléré puis elle a connu une baisse à partir de l'année 1993 et durant toute la période du Programme d'ajustement Structurel (le PAS), une des implications de ce programme économique. La transition vers une économie de marché est caractérisée par de fortes contraintes macroéconomiques: les charges de la dette et des services de la dette, réduction des ressources en devises, détérioration des taux de change du dinar et réduction des importations. Ces restrictions ont provoqué des tensions sur le marché du travail, où seuls 50 000 nouveaux emplois ont été créés². La fermeture d'un membre important d'entreprises, le licenciement massif, ont engendré une hausse considérable du chômage dans le pays, ce qui explique la baisse significative du taux d'épargne des ménages. À partir de 1997, le rythme a repris et avec une augmentation significative, cela est corrélé à la relance économique durant cette période.

Le revenu des ménages pendant les années 1990 à 2000 n'a pas cessé d'accroître rapidement d'une année à une autre et il a dépassé le pic de 2000 milliards DA pour l'année 2000. L'épargne, est en relation directe avec le revenu, nous allons analyser dans ce qui suit, l'évolution de l'épargne des ménages par rapport au revenu durant la période (1990-2000)

Figure N° 09 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu de 1990 à 2000 en (MDA)



Source : les données de l'ONS.

²Lassassi, M., & Hammouda, N. E. (2012). 50 ans d'indépendance: Quelle évolution de la situation du marché du travail en Algérie ? *Les cahiers du CREAD*, 100, 101-136

Le graphe ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu durant la période 1990 à 2000.

Le revenu des ménages pendant les années 1990 à 2000 n'a pas cessé d'accroître rapidement d'une année à une autre et il a dépassé le pic de 2000 milliards DA pour l'année 2000. Ce qui explique entre autre l'augmentation de l'épargne des ménages durant cette période. Un autre facteur déterminant, c'est le taux d'inflation, alors qu'en est-il du taux d'inflation durant la période (1990-2000) ?

2.2 L'évolution du taux d'inflation de 1990 à 2000

L'inflation impacte directement le pouvoir d'achat, l'augmentation du pouvoir d'achat diminue l'épargne et cela est due au dépense supplémentaire d'un même panier de biens et services. Qu'en est-il du taux d'inflation en Algérie durant les années 1990-2000 ?

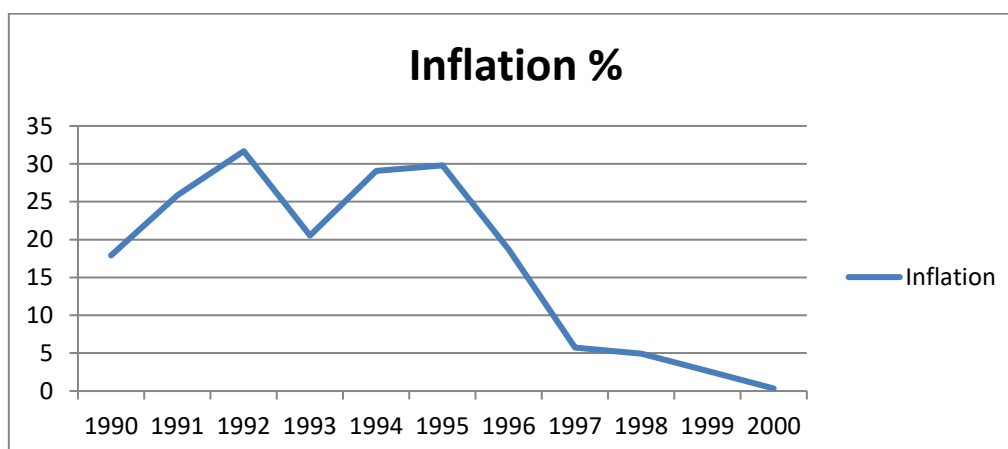
Tableau N°05: L'évolution du taux d'inflation 1990-2000] en %.

année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Inflation %	17,9	25,87	31,87	20,52	29,05	29,78	18,69	5,73	4,95	2,64	0,34

Source : Les données de l'ONS

Ce graphique nous renseigne sur l'évolution de taux d'inflation en Algérie de la période allant de 1990 jusqu'à 2000.

Figure N°10: L'évolution du taux d'inflation de 1990 à 2000 en %.



Source : Les données de l'ONS

Ce graphique nous renseigne sur l'évolution de taux d'inflation en Algérie de la période allant de 1990 jusqu'à 2000.

Au début des années 1990 a connu une poussée inflationniste dont le taux d'inflation avait augmenté très rapidement pour atteindre son pic de 31.87% en 1992, passant de 17.87% en 1989 à 25.88% en 1991.

Cette augmentation considérable peut être expliquée par deux facteurs:

- L'accélération du processus de libéralisation des prix, le taux d'inflation s'est envolé à 38,4% mais il n'a pas tardé à chuter à 21,9% fin 1995 et il a amorcé une tendance à la baisse à partir de 1995 pour se stabiliser autour de 5% en 1998 et 2,9% en 1999 et encore 0,34% en 2000 qui est le point minimum qui représente la désinflation des prix à la consommation.
- l'effet de la dévaluation du dinar algérien (étant donné que les importations algériennes sont dominées par les produits alimentaires, la dévaluation du dinar aura un effet sur l'augmentation de l'inflation, ce qui va réduire le pouvoir d'achat des algériens).

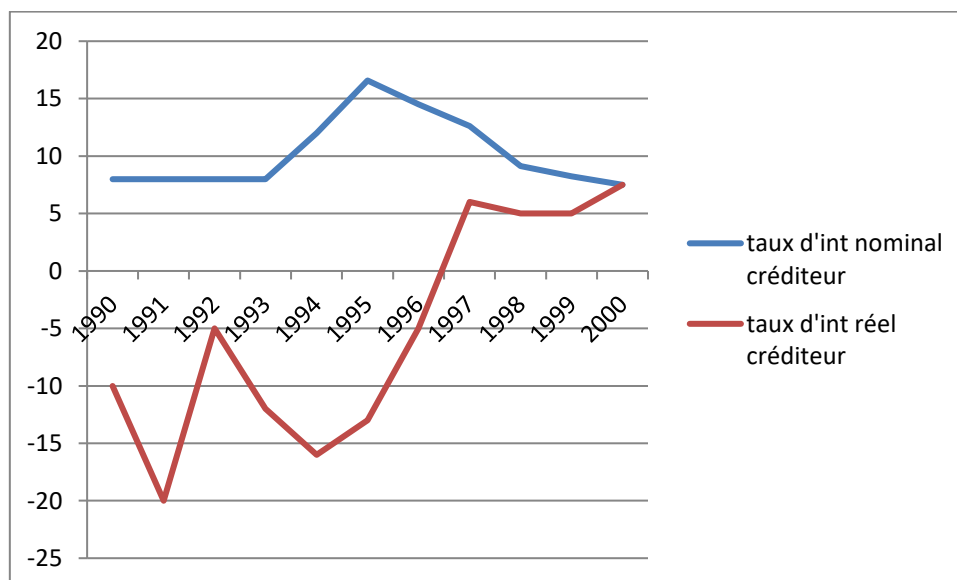
2.3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1990 à 2000

Le taux d'intérêt représente un moyen d'incitation à l'augmentation de l'épargne, quand celui-ci couvre de manière importante le taux d'inflation. Nous allons voir dans ce point qui suit, le taux d'intérêt appliqué durant la décennie 1990-2000, pour ensuite dégager le lien existant entre ce dernier et le taux d'épargne des ménages.

Tableau N°06 : 3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs[1990-2000]

Année	taux d'intérêt nominal %	taux d'intérêt réel %
1990	8	-10
1991	8	-20
1992	8	-5
1993	8	-12
1994	12	-16
1995	16,58	-13
1996	14,5	-5
1997	12,6	6
1998	9,125	5
1999	8,25	5
2000	7,5	7,5

Source : les données de l'ONS.

Figure N° 11 : L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1990 à 2000.

Source : les données de l'ONS.

Ce graphique nous représente l'évolution de taux d'intérêt créditeurs de 1990 jusqu'à 2000.

Le taux d'intérêt créditeur était le premier à être libéralisé après 1990. Il s'est avéré incontournable que les taux d'intérêt soient déterminés par la confrontation de l'offre et de la

demande sur le marché des capitaux, avec une nouvelle réforme monétaire qui vise à mettre en place les mécanismes de marché.

Les taux d'intérêt devenus, comme le précise la loi sur la monnaie et le crédit, un véritable levier clé, qui prend en compte les restructurations de la dette et le recours au crédit exceptionnel appuyé par les programmes du fonds monétaire international, ont contribué à l'équilibre macroéconomique.

Pour y parvenir les autorités monétaires ont procédé à des ajustements réguliers.

Effectivement, pendant les premières années 1990 les taux d'intérêt des prêteurs ont d'abord suivi une tendance haussière après leur régulation, et cela afin de maîtriser les tensions inflationnistes connues en Algérie suite aux différentes libéralisations : des prix, du commerce extérieur...etc.

Section 3 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (2000-2015)

Dans cette section nous allons mettre en avant l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie de la période allant de 2000 jusqu'à 2015.

3.1 L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu (2000-2015)

Tableau N° 07 : L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu [2000-2015] en (MDA).

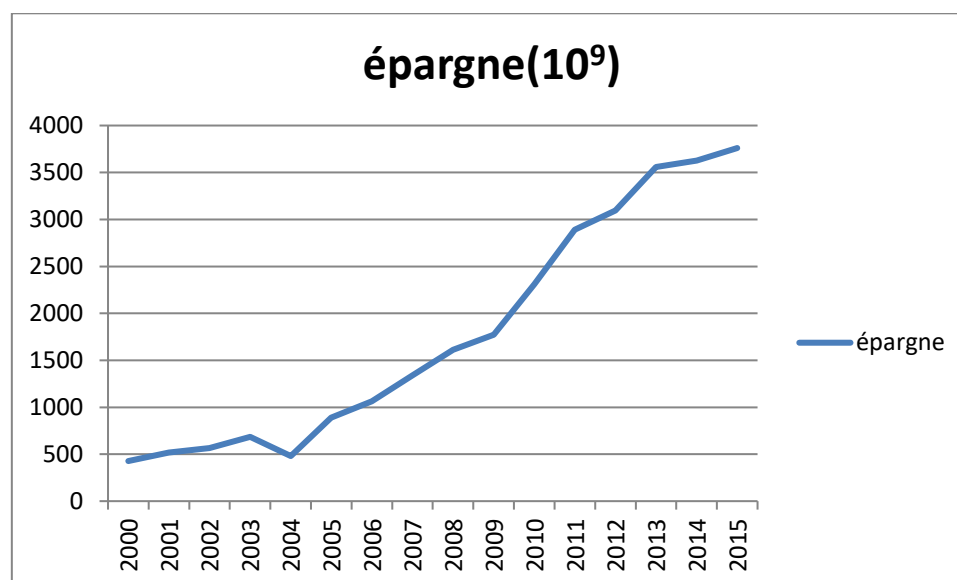
Année	épargne	revenu
2000	426,9122	2111,775
2001	517,1576	2334,435
2002	566,956	2522,198
2003	683,56	2773,808
2004	478,9155	2812,134
2005	889,4661	3399,9455
2006	1063,4827	3710,4874

2007	1337,7785	4243,1949
2008	1611,2376	4842,5558
2009	1771,5521	5449,1
2010	2310,1136	6353,2557
2011	2889,2086	7359,9187
2012	3093,8791	8217,7876
2013	3557,0262	9231,4027
2014	3626,4219	9789,1405
2015	3760,4888	10510,789

Source : les données de l'ONS

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie durant la période allant de 2000 jusqu'à 2015.

Figure N°12 : L'évolution de l'épargne des ménages le revenu de 2000 à 2015 (MDA).



Source : les données de l'ONS.

Le graphique ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie durant la période allant de 2000 jusqu'à 2015.

De 2000 à 2015, l'Algérie a réussi à protéger son économie contre les effets de la crise mondiale, a augmenté le nombre d'investissements productifs, amélioré le soutien aux besoins sociaux et s'est retrouvée avec un montant important de réserves de change de 194 milliards de dollars.

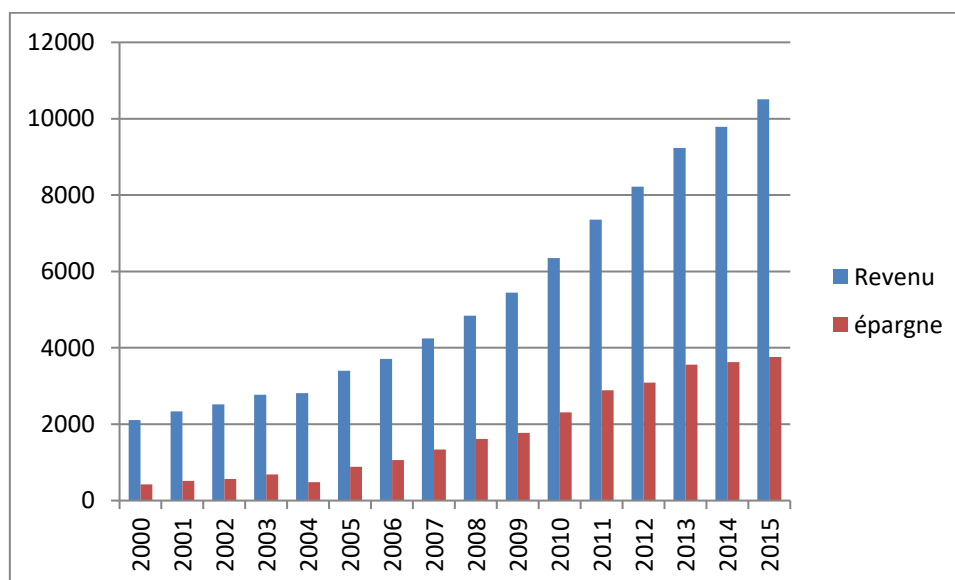
Le PIB moyen de l'Algérie a augmenté de 3% à 4% au cours de la décennie 2000 à 2015, y compris un sommet de 6% en 2005. La quasi-totalité de ses agrégats économiques se sont améliorés. Le point remarquable est que le niveau de la dette extérieure publique est insignifiant et dépassait à 300 millions de dollars américains, contre 30 milliards de dollars américains à la fin des années 1990.

En vue de la situation économique assez convaincante du pays durant cette période, nous voulons savoir, son impact sur l'évolution de l'épargne dans ladite période.

Dans ce point nous allons présenter l'évolution de l'épargne, l'évolution de l'épargne des ménages selon leur revenu en Algérie durant la période 2000-2015, et tenter d'analyser les faits :

Les agrégats macro-économiques du pays durant cette période étaient favorables, les revenus ont tendance à augmenter, mais dans quelle proportion l'épargne suit-elle ?

Figure N°13 : L'évolution de l'épargne des ménages selon leur revenu de 2000 à 2015 en (MDA)



Source : les données de l'ONS.

Le graphique ci-dessus nous montre l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie selon le revenu durant la même période.

Nous remarquons que l'épargne des ménages était en augmentation maintenue. Néanmoins, elle a connu une baisse considérable entre 2003 et 2004 passant de 638,57 milliard de dinars à 478,91 milliard de dinars, la courbe suit une tendance à la hausse durant toute la période. La consommation finale des ménages en 2013 a été de 5770 milliards³ de dinars, ce qui laisse une épargne brute de 2930 milliards de dinar. Cela représente un taux d'épargne de 33.6 % qui est très élevé, témoigne surtout de fait que les prélèvements obligatoires sont peu élevés, en 2012 l'impôt direct nous totalisaient qu'un peu plus de 7% des revenus primaires et les cotisations sociales un peu plus de 8 %.

L'absence de possibilités d'endettement pour l'acquisition de bien durables, et la consommation de fonds fixe qui n'est pas déduite des revenus des entrepreneurs individuels ont fait aussi que le taux d'épargne augmente.

Le revenu des ménages après 2000 a connu une augmentation continue et accélérée, et cela est le résultat de nombreuses politiques mis en place par l'état à savoir.

- L'augmentation des salaires de la fonction publique en 2001.
- L'augmentation de salaire minimum garantie de 25 % en 2004.
- Le programme de privatisation de 270 entreprises en 2005 qui a rapporté un bénéfice pour le trésor public, permet un investissement de 1 milliards de dollars et la création de 7000 nouveaux emplois.
- L'augmentation de la part des transferts dans les revenus bruts des ménages.⁴

Après 2010, le revenu des ménages a connu une augmentation continue, le réseau de cette augmentation est imputable au fait que l'administration reste une grande pourvoyeuse d'emplois et aussi parce que les salaires qui y ont cru fortement entre 2010 et 2012.

3.2 L'évolution de taux d'inflation [2000-2015]

Dans cette partie nous allons voir l'évolution de taux d'inflation dans la période qui s'étale de 2000 à 2015 et sans influence sur l'épargne des ménages.

³ L'office national des statistiques consulté le 02/02/2021 à 13h20

⁴ Djamila KASM « Diagnostic économique et financier des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel de l'économie algérienne » Thèse doctorat Université lumière 2 Lyon Novembre 2008.

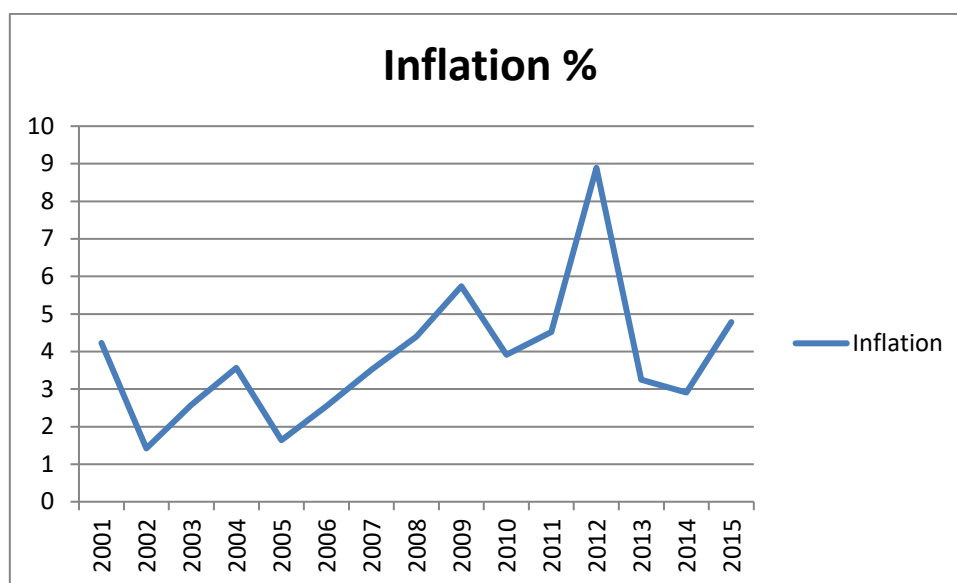
Tableau N° 08: L'évolution de taux d'inflation [2001-2015] en %.

Année	Inflation %
2000	0,34
2001	4,23
2002	1,42
2003	2,58
2004	3,56
2005	1,64
2006	2,54
2007	3,51
2008	4,4
2009	5,74
2010	3,91
2011	4,52
2012	8,89
2013	3,25
2014	2,91
2015	4,78

Source : les données de l'ONS.

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur l'évolution du taux d'inflation durant la période allons de 2000 jusqu'à 2015.

Figure N° 14 : L'évolution de taux d'inflation de 2001 à 2015.



Source : les données de l'ONS.

À partir de 2000, l'inflation réapparaît sur une tendance haussière, due à l'augmentation des salaires des fonctionnaires et du SMIG, en raison du manque d'offre, du contexte rigide et le manque de surveillance du marché. Puis, en raison de la baisse du marché international des prix des denrées alimentaires de base, le taux d'inflation a commencé à tomber à 2,6% en 2003, et en 2005 a baissé à 1,6%.

C'est en 2006, que l'inflation commence à progresser mais d'une manière légère. Elle poursuit sa tendance haussière entamée et son rythme s'accélère, confirmé en 2008 et 2009 qui étaient de 4.4% et 7.5%. en 2009, l'inflation endogène a pris le relais de l'inflation importée dans l'incidence dans le prix de détail s'est amenuisé.

L'inflation qui était manifesté en 2011 après une année de désinflation tirée par la hausse des prix des biens manufacturés, a connu un regain de vigueur en 2012 pour doubler quasiment le rythme annuelle moyen, qui est passée de 4.52% à 8.89%. cette forte inflation est tirée par la hausse des prix alimentaires et en particulier la flambée des prix agricole frais.

En 2013, on remarque marquée par baisse d'inflation ample et rapide. Cette tendance décroissante a été favorisé à la fois par la bonne tenue des prix des produits alimentaires, notamment ceux des produits agricoles frais et des biens manufacturés. L'inflation continue à décroître en 2014 à 2.91% et être essentiellement endogène.

3.3 l'évolution de taux d'intérêt créditeur [2000-2015]

Généralement le taux d'intérêt ne couvre pas le taux inflationniste, ce qui pourrait démotiver les épargnants. Le taux d'intérêt nominal reste faible et nous perdons ainsi la valeur de l'argent.

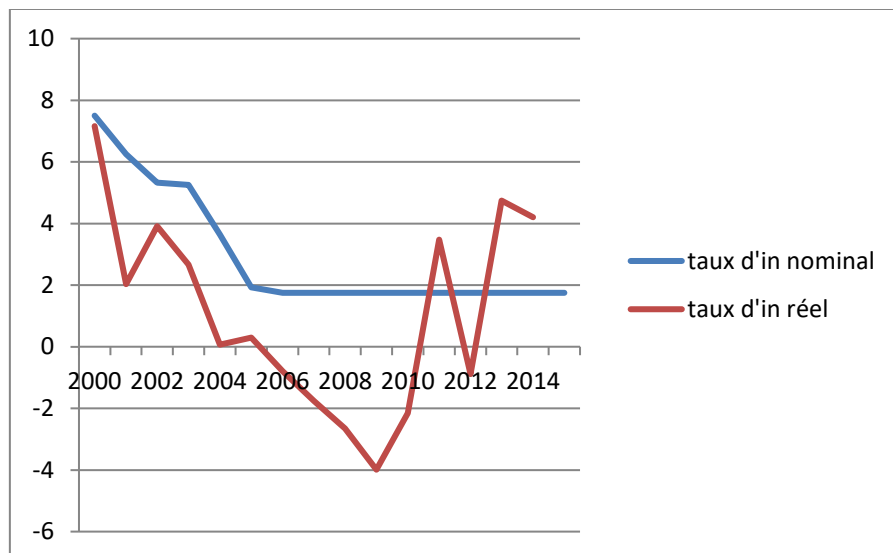
Tableau N°09:l'évolution de taux d'intérêt créditeur [2000-2015].

Année	Taux d'intérêt nominal %	Taux d'intérêt réel %
2000	7,5	7,16
2001	6,25	2,03
2002	5,33	3,91
2003	5,25	2,67
2004	3,64	0,07
2005	1,93	0,3
2006	1,75	-0,79
2007	1,75	-1,76
2008	1,75	-2,65
2009	1,75	-3,99
2010	1,75	-2,16
2011	1,75	*3,48
2012	1,75	*-0,89
2013	1,75	*4,74
2014	1,75	*4,2
2015	1,75	

Source: les données de l'ONS. * : banque d'Algérie

Ce tableau nous renseigne sur l'évolution de taux d'intérêt créditeur de la période allant de 2000 à 2015.

Figure N°15 : l'évolution de taux d'intérêt créditeur de 2000 a 2015



Source : les données de l'ONS.

Ce graphique nous renseigne sur l'évolution de taux d'intérêt créditeur de la période allant de 2000 à 2015.

L'accroissement des dépôts des entreprises d'hydrocarbures traduisant la conjoncture pétrolière favorable, qui a causé une baisse progressive des taux d'intérêts nominaux et cela jusqu'à 2005, ces taux se sont stabilisés par la suite à la valeur de 1,75%.

Concernant les taux d'intérêt réels, ils étaient positifs mais en baisse jusqu'à 2005 presque nuls 0,30% cela est due au taux d'inflation qui se situait autour de 3% et des taux d'intérêt nominaux qui étaient forts et qui baissaient ensuite.

La période suivante allant de 2006 jusqu'à 2014, nous remarquons que les taux nominaux se sont stabilisés à 1,75% au même temps où l'inflation avait une tendance haussière ce qui a provoqué la baisse des taux réels et les rendre négatifs. Ces taux d'intérêt réels sont devenus positifs pour les deux dernières années.

Les deux dernières années se sont caractérisées par une désinflation par rapport aux années précédentes.

Conclusion

L'économie algérienne après l'indépendance est passée par deux grandes phases, qui sont l'économie planifiée, centralisée et le passage à l'économie de marché dont l'épargne des ménages est influencée différemment par les facteurs que nous avons pris en compte dans notre étude dont, le revenu, le taux d'inflation et le taux d'intérêt.

La période allant de 1970 jusqu'à 1990 l'épargne des ménages était négative durant les trois premières années, elle était faible mais elle a augmenté ensuite à un rythme très lent. Cette épargne n'était pas vraiment déterminée pendant cette période par les facteurs cités ci-dessus.

De 1990 à 2000, le rythme de croissance de l'épargne des ménages commence à accélérer. Grâce aux réformes et programmes que l'Algérie a mis en place, c'est à partir de cette période qu'on remarque l'influence de ces facteurs sur l'épargne, comme le taux d'intérêt.

De 2000 à 2010 l'augmentation des salaires et des revenus des ménages l'épargne des ménages augmentait de façon très rapide avec l'augmentation des salaires et des revenus des ménages.

Et enfin de 2010 à 2014 l'épargne des ménages continuait à augmenter mais pas avec le même rythme que les années précédentes.

L'épargne des ménages a suivi une hausse continue pendant toute notre période d'étude, elle a pris la même voie que le revenu des ménages qui a connu lui aussi un accroissement.

L'inflation suit toujours une tendance haussière contrairement au taux d'intérêt qui avait une tendance baissière, Ce qui permet de déduire que l'inflation et le taux d'intérêt n'ont pas eu une grande influence sur l'épargne des ménages.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Introduction :

Ce troisième chapitre sera consacré à l'étude de notre cas pratique portant sur l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH.

Dans la première section nous allons présenter la banque de l'agriculture et de développement local (BADR) qui est notre organisme d'accueil.

Pour atteindre notre objectif qui est l'analyse des déterminants de l'épargne des ménages nous allons consacrer deux sections pour analyser les données collectées au sein de la BADR.

Dans la deuxième section nous allons présenter une évolution de l'épargne des ménages en termes de ressources rémunérés et non rémunérées de la période allant de 2018 jusqu'à 2020 dans les 12 agences qui constituent le réseau BADR de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Dans la troisième section nous allons procéder à l'analyse des déterminants de l'épargne à l'agence locale BADR de A-E-H. Cette analyse est basée sur une enquête menée auprès d'un échantillon composé de 122 épargnants de l'agence et les informations collectées nous ont permis d'avoir une image globale sur les facteurs déterminants de l'épargne et leurs influence sur l'attractivité des épargnants.

Section 1 : présentation de la de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) :

Cette section aura pour objet de présenter la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR). Il sera question pour nous de mettre en lumière l'historique de cette dernière, mais aussi son évolution et sa structure organisationnelle.

1-1 Historique

Créée par le décret N°82-106 du 13/03/1982 elle, la BADR est une institution financière nationale du secteur agricole.

Son réseau de succursales et d'agences de départ était composé de 140 agences.

La BADR est devenue à partir de 1989 une entreprise publique économique (EPE) à gestion autonome. BNA dans le domaine du financement

La BADR est une société par action au capital social de 2.200.000.00 DA (, chargée de fournir aux entreprises publiques économiques des conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion des moyens de paiement mis à leur disposition, et ce, dans le respect du secret bancaire.

En vertu de la loi 90/10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds publics, les opérations d'octroi des crédits ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et de gestion.

Depuis 1990, le capital social de la BADR a augmenté et atteint 33.000.000.000 DA.

La BADR est une banque publique qui a pour mission le développement du secteur agricole et la promotion du monde rural.

Son réseau compte actuellement plus de 290 agences et 41 directions régionales et plus 7000 cadres et employés actifs au sein des structures centrales régionales et locales.

1-2 Evolution de la BADR

L'évolution de la BADR a connu plusieurs étapes:

a) La période allant de 1982 à 1990

Au court de ces huit années la BADR a eu pour objectif, d'asseoir sa présence dans le monde rural en ouvrant nombreuse agences dans les zones à vocation agricole. Elle a acquis une notoriété et une expérience dans le financement de l'agroalimentaire et de l'industrie mécanique agricole. Cette spécialisation s'inscrivait alors dans le contexte d'économie planifiée où chaque banque publique avait son champ d'intervention.

b) La période allant de 1991 à 1999

La BADR a élargi son champ d'intervention donc elle touche à tous les autres secteurs d'activités. Durant cette période plusieurs changements ont marqué cette banque dont on peut citer :

- **En 1991** : il y a eu la mise en place du système (SWIFT) pour l'exécution des opérations du commerce extérieur.
- **En 1992** : la BADR a mis en place le logiciel (SYBU) avec ses différents modules de traitement des opérations bancaires telles que la gestion de prêt, la gestion des opérations de caisse et la gestion des placements. Au cours de la même année, la BADR a introduit un nouveau plan des comptes au niveau des agences et l'informatisation de l'ensemble des opérations de commerce extérieur.-
- **En 1993** : la BADR a achevé l'informatisation de l'ensemble d'opérations bancaires.
- **En 1994** : il y a eu la mise en service de la carte de paiement et de retrait BADR.
- **En 1996** : la BADR a introduit le télétraitement (traitement et réalisation d'opérations bancaires à distance et en temps réel).
- **En 1998** : la BADR a finalisé la mise en service de la carte retrait interbancaire.

c) Depuis les années 2000 à nos jours

Cette étape se caractérise par la nécessité d'implication des banques publiques dans la relance des investissements productifs et la mise en adéquation de leurs activités et du niveau de leurs prestations avec les principes de l'économie de marché. En matière d'intervention dans le financement de l'économie, la BADR a considérablement augmenté le volume des crédits consentis aux PME/PMI du secteur privé (toutes branches confondues) tout en accroissant son aide au monde agricole.

1-3 organisation de la BADR

Le schéma de l'organisation de la banque répond généralement à ces missions, ambitions et objectifs, pour cela cette dernière s'appuie sur ses succursales et ses 290 agences déployées à l'échelle nationale.

- la décentralisation à tous niveaux (agences et succursales).
- diversification des activités de l'entreprise.
- Etablissement de procédures opérationnelles modernes
- Mise en place d'un circuit d'information permettant une circulation efficace de l'information.
- Appel aux techniques et moyens modernes pour la production, le traitement, le stockage et la distribution de l'information.
- Mise en œuvre de toutes les mesures pouvant améliorer la qualité des services fournis par la banque et faire face à la concurrence.
- Mise en place de moyens juridiques efficaces et puissants pour défendre les intérêts de la banque.

1-3-1 la succursale

La succursale est une entité administrative, décentralisée et décentralisée, située au niveau d'un chef-lieu de wilaya, son rôle est de conseiller, coordonner, contrôler l'ensemble des agences qui lui sont rattachées.

Elle est responsable devant la direction générale de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

- **La direction de la succursale**

Dirigée par un directeur qui est composée elle-même de trois sous-directions :

- Sous-directions administratives et financières
- Sous-directions de financement de la production agricoles, des offices et des entreprises publiques.
- Sous-directions de financement de l'artisanat des activités privées et du développement rural.

- **Les principes missions de la succursale**

Sont multiples, sont énumérées comme suit :

- Autoriser en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, les opérations de financement et contrôler l'utilisation des crédits.
- Cordonner l'activité des agences relevant de sa compétence.
- Suivre le déroulement des opérations de crédits dans l'intérêt de l'institution.
- Veiller au respect à l'implication de la réglementation et des instructions de la direction générale.
- Assister les agences en leur apportant aide et conseil.
- Organiser, suivre, et apprécier la formation du personnel de la succursale et des agences qui lui sont rattachées.
- Suggérer aux structures concernées toute action de formation ou recyclage tendant à une polyvalente de personnel.
- Transmettre à la direction générale périodiquement des comptes rendus.
- Veiller à la sauvegarde de l'image de marque de l'institution.
- Vérifier et contrôler les informations fournies par les agences.
- Organiser périodiquement des réunions de travail avec les agences.
- Assurer la vérification et traitement des journées comptables des agences.
- Gérer l'économe pour le compte des agences.
- Superviser les opérations liées au change et au commerce extérieur.

1-3-2 Les agences

L'agence constitue la cellule polyvalente de base de l'appareil d'exploitation de la banque, l'agence doit être en mesure par ses structures d'accueil et de traitement de satisfaire la clientèle et d'assurer une meilleure bancarisation de la population locale.

Les agences d'une ou plusieurs wilayas forment un groupe d'exploitation à la tête duquel est placé la succursale qui en est l'organe hiérarchique.

Chaque agence comprend au minimum deux services :

- Service administratif.
- Service du crédit.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Les principales missions autour des quelles s'articulent les actions et les activités de l'agence sont les suivantes :

- concrétiser au niveau local, la politique définie par la direction général, notamment en matière de bancarisation et de crédit.
- Traiter toutes les opérations classiques de banque (caisse, portefeuille).
- Dresser mensuellement et annuellement un rapport d'activité circonstancié couvrant toutes ses activités qu'elle transmet à l'autorité hiérarchique ainsi que toute autre information demandée.
- Suivre et évaluer les opérations de formation des stagiaires qu'ils lui sont confiés.

L'agence est constituée de la direction et les différents services :

- **La direction :**

Organe de contrôle de tous les services de l'agence, elle comprend :

A) Le directeur d'agence

Est un manager opérationnel chargé de l'application de la stratégie de développement de la banque à ce titre et pour mener convenablement et efficacement ses missions, il dispose des pouvoirs qui lui sont confiés par les directions générales, ses missions peuvent être résumés ainsi :

- Veiller à la représentation et l'amélioration de l'image de marque de la banque.
- Gérer et rentabiliser le (fonds de commerce) que constitue son agence.
- Présider et animer le comité de crédit et veiller à la conformité et la régularité des crédits octroyés.
- Etablir le rapport de l'agence.
- Elaborer les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement.
- Proposer à sa hiérarchie toute amélioration qui peut influencer positivement sur le niveau des prestations rendu ou sur la rentabilité de l'agence.

B) Le directeur adjoint d'agence (DAA)

Est un manager opérationnel chargé d'assister le directeur d'agence de coordonner toute l'activité de l'agence, ces missions sont :

- Assister le directeur d'agence dans ses différentes missions.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

- Participer au comité de crédit.
- Veiller à la discipline, à l'application de règlement intérieur et au respect des règles de sécurité.
- Superviser la gestion de l'éconamat et des archives.
- Veiller à la mise à jour des inventaires des biens de la banque.
- **Les différents services :**

Il existe cinq catégories de services dont chacun se compose de différentes sections.

Les services qu'on peut trouver dans les banques sont les suivants :

A) Service caisse :

Dont le rôle du chargé des virements consiste à débiter le compte du client donneur de l'ordre pour créditer ou faire créditer du même montant le compte du bénéficiaire.

B) Service crédit et engagement :

C) Services portefeuille :

D) Service contrôle et comptabilité :

E) Service étranger :

1-4 les principes de fonctionnement de la BADR :

La BADR s'articule autour des principes suivants¹ :

- la décentralisation à tous niveau (agences et succursales).
- diversification des activités de l'entreprise.
- Etablissement de procédures opérations modernes
- Mise en place d'un circuit d'information permettant une circulation efficace de l'information.
- Appel aux techniques et moyens modernes pour la production, le traitement le stockage et la distribution de l'information.
- Mise en œuvre de toutes mesures pouvant améliorer la qualité des services fournis par la banque et soutenir la concurrence.

¹<https://badrbanque.dz>

- Mise en place de moyens juridiques efficaces et puissants pour défendre les intérêts de la banque.

1-5 Les missions de la BADR

Crée pour financer l'agriculture, la BADR a pour principales missions les suivantes² :

- le traitement de toutes les opérations de crédit, de charge et de trésorerie.
- L'ouverture des comptes à tous personne faisant la demande.
- La réception des dépôts à vue et à terme.
- La participation à la collecte d'épargne.
- La contribution au développement du secteur agricole en particulier et autres secteurs en générale.
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, agro-industrielles et artisanales.
- Le contrôle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.
- Financements des opérations du commerce extérieur.

1-7objectifs de la BADR :

La BADR a pour objectifs

- la gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tout en dinars qu'en devise.
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités la concernant.
- L'exécution et le redéploiement de son réseau.
- La satisfaction de ses clients en leurs offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins.
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques telle que la Marketing et l'insertion d'une nouvelle gamme de produit.
- Offrir des services différents pour la clientèle et avoir une bonne réputation.

² Op.cit page 76

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

1-8 Bancarisation

L'agence BADR de A/E/H propose à ses clients 6 produits (comptes) épargne différents

Tableau n°10 : nombre de comptes épargne actifs à l'agence de A-E-H [2018-2019].

bancarisation	2018	2019
Compte épargne	2927	2962
Livret épargne sans intérêts	23	27
Livret épargne fellah	3	6
Livret épargne fellah sans intérêts	6	5
Livret épargne juniors	204	208
Livret épargne juniors sans intérêts	0	0
Totale	3163	3208

Source : les données internes de l'agence BADR A/E/H.

Le tableau ci-dessous présentent le nombre de comptes actifs à l'agence BADR de A-E-H en termes de ressources rémunérées et ressources non rémunérées. Et confirment notre analyse sur l'évolution de l'épargne à A-E-H en effet la population locale est plus intéressé par des comptes avec intérêts que par des comptes sans intérêts.

Cela est dû à de nombreux facteurs comme la tendance religieuse des habitants d'A-E-H.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Section 2 : analyse de l'évolution de l'épargne sur la période 2017-2020 à la BADR (réseau de Tizi-Ouzou).

Après avoir réalisé notre étude sur l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie, nous allons présenter une étude comparative entre les différentes agences selon les données collectées au niveau de la direction de la BADR de Tizi-Ouzou.

2-1'évolution de l'épargne à la BADR (réseau de Tizi-Ouzou) :

L'étude se portera sur l'évolution de l'épargne en termes de ressources rémunérées et non rémunérées de la période [2018-2020]

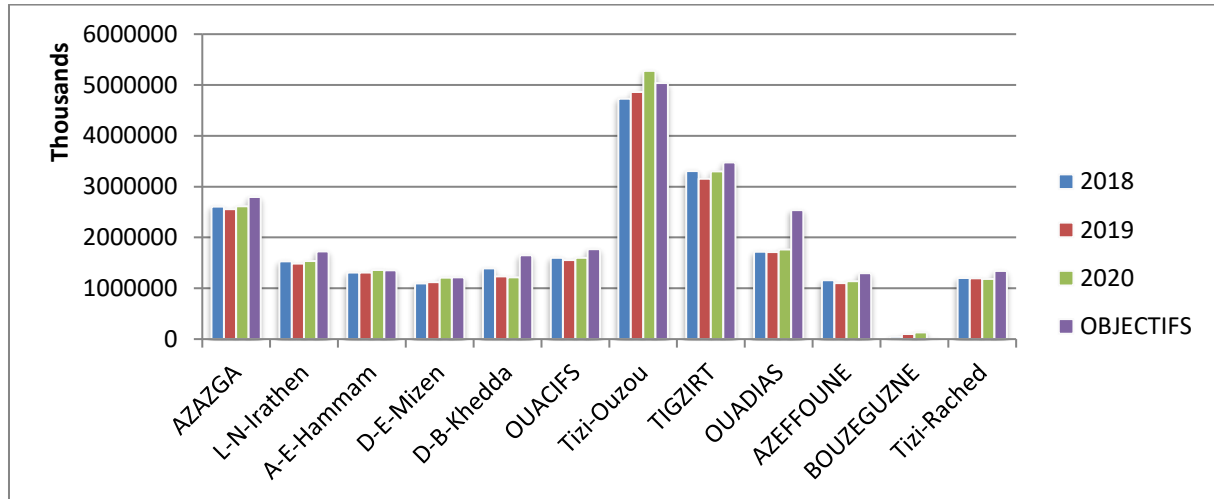
Tableau N° 11: évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].

Agences	2018	2019	2020	OBJECTIFS [2018-2020]
AZAZGA	2608696000	2559304000	2610739774	2797793000
L-N-Irathen	1529789000	1487463000	1536895064	1723330000
A-E-Hammam	1311007000	1308631000	1357779258	1354200000
D-E-Mizen	1092753000	1118462000	1211373986	1218033000
D-B-Khedda	1390452000	1234037000	1213006176	1650989000
OUACIFS	1600646000	1554291000	1596481982	1770000000
Tizi-Ouzou	4728104000	4861545000	5274888059	5041623000
TIGZIRT	3306317000	3152522000	3302451969	3473947000
OUADIAS	1720648000	1710742000	1766305311	2540000000
AZEFFOUNE	1155713000	1099769000	1141145619	1297500000
BOUZEGUZNE	43197000	102937000	131071676	61780000
Tizi-Rached	1201744000	1196590000	1184598591	1344000000
Total	2,1689066000	2,1386293000	2,2326737465	2,4273195000

Source : les données internes de la BADR (agence de Tizi-Ouzou).

Le tableau N°11 ci-dessus présente les volumes de l'épargne collectée à travers les comptes épargne rémunérés au niveau des agences de la BADR dans la wilaya de Tizi-Ouzou sur trois ans (2018/2020), en comparaison avec les objectifs fixés en DA.

Figure N°16 : évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Les chiffres montrent une certaine disparité entre les différentes agences par rapport aux volumes d'épargne collectée, l'évolution des sommes collectées sur trois ans et l'atteinte ou pas des objectifs fixés. Nous distinguons entre autre les agences ayant observé une évolution positive de l'épargne collectée, comme c'est le cas des communes de Tizi-Ouzou, Bouzeguene, Draa El Mizen et Ain El Hammam avec respectivement une évolution positive de 11.56%, 203%, 10,85%, et 3.56%.

D'autres agences quant à elles présentent une évolution négative avec une baisse des volumes de l'épargne collectée, il s'agit entre autres des agences des communes de Tizi-Rached, Ouacif et Draa Ben Khedda avec une baisse respective de -1.42% , -0.26% , -12.76% . Le reste des agences présentent une stabilité dans l'évolution des volumes d'épargne collectée.

L'autre constat, concerne l'atteinte ou pas des objectifs fixés concernant les volumes d'épargne collectée. Nous observons que malgré une évolution positive de l'épargne collectée dans certaines agences, les objectifs ne sont pas atteints comme par exemple pour l'agence de Tizi-Ouzou. Les raisons peuvent être liées à une surestimation des capacités de cette agence, ou la conjoncture économique qui pousse les clients à moins épargner pour faire face à leurs dépenses quotidiennes.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Tableau N°12 : évolution de l'épargne non rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en (DA) [2018-2020].

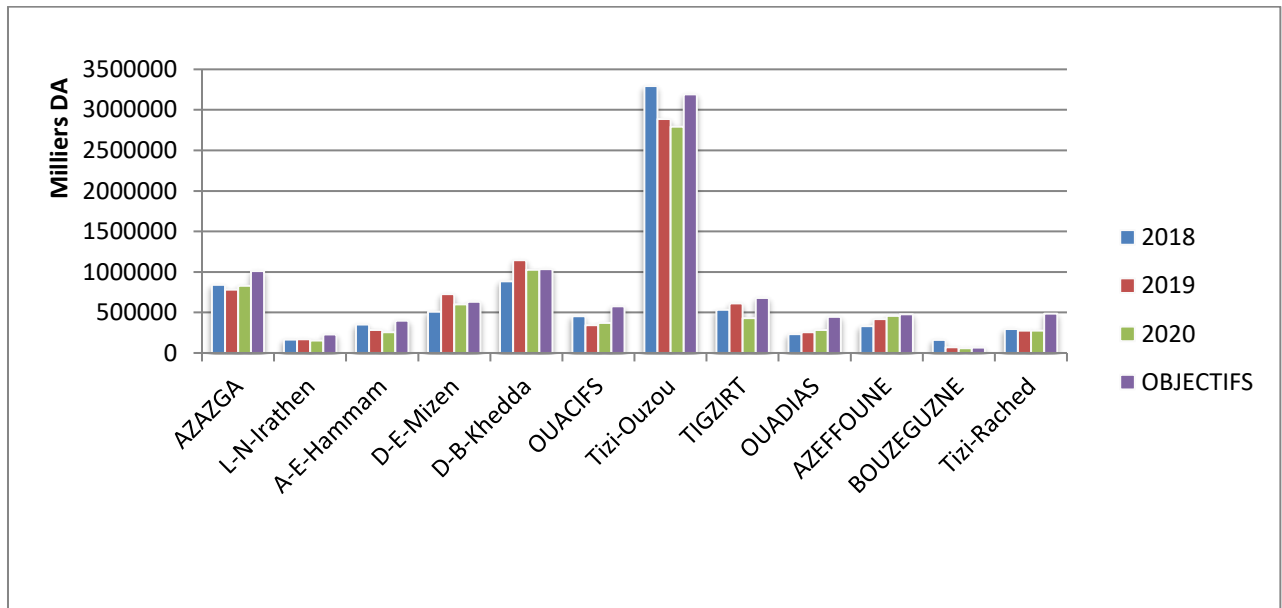
Agences	2018	2019	2020	OBJECTIFS
AZAZGA	842595000	782410000	829317903	1008700000
L-N-Irathen	163818000	169629000	154339568	228010000
A-E-Hammam	349171000	282663000	257707090	398850000
D-E-Mizen	510706000	726980000	599880844	629865000
D-B-Khedda	882847000	1143424000	1026135225	1035360000
OUACIFS	453424000	343710000	370620982	577834000
Tizi-Ouzou	3292563000	2886912000	2793803081	3190706000
TIGZIRT	531659000	611693000	429951909	680700000
OUADIAS	230543000	254722000	283806275	445400000
AZEFFOUNE	330087000	417952000	456358546	477280000
BOUZEGUZNE	160511000	68944000	58885178	65246000
Tizi-Rached	296986000	274947000	274638487	487000000
G-R-E	7893910000	7963986000	7535445088	9224951000

Source : les données internes de la BADR.

Le tableau N°12 ci-dessus présente les volumes de l'épargne collectée à travers les comptes épargne non rémunérés au niveau de certaines agences BADR dans la wilaya de Tizi-Ouzou sur trois ans, en comparaison avec les objectifs fixés.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Figure N°17 : évolution de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la wilaya de Tizi-Ouzou en DA [2018-2020].



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Nous constatons une grande différence par rapport aux ressources rémunérées en effet les volumes de l'épargne collectée à travers les comptes non rémunérées est nettement inférieurs.

Les chiffres montrent aussi une certaine disparité entre les différentes agences par rapport aux volumes d'épargne collectée, l'évolution des sommes collectées sur trois ans et l'atteinte ou pas des objectifs fixés. Contrairement aux ressources rémunérées l'agence de Tizi-Ouzou et AEH ont enregistré une évolution négative.

D'autres agences quant à elles présentent une évolution positive avec une hausse des volumes de l'épargne collectée, il s'agit entre autres des agences des communes de D-B-K, Ouadhias et Azzefoun avec respectivement une évolution de 16.23%, 23%, et 38.25%. Le reste des agences présentent une stabilité dans l'évolution des volumes d'épargne collectée.

Certains facteurs peuvent expliquer ce manque d'engouement des clients envers ce produit. La non attractivité de ce produit peut être expliquée par l'absence de rémunération et donc de gains sur les montants épargnés. Le facteur religieux avec la prohibition de l'usure « EL RIBAA » peut aussi être un élément explicatif.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Les agences de Bouzeguens, D-E-M et D-B-K sont uniquement les deux agences qui ont réussi à atteindre leurs objectifs fixés en termes de ressources non rémunérées avec respectivement des pourcentages de 106%, 115%, 110%.

Tableau N°13 : volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou en DA.

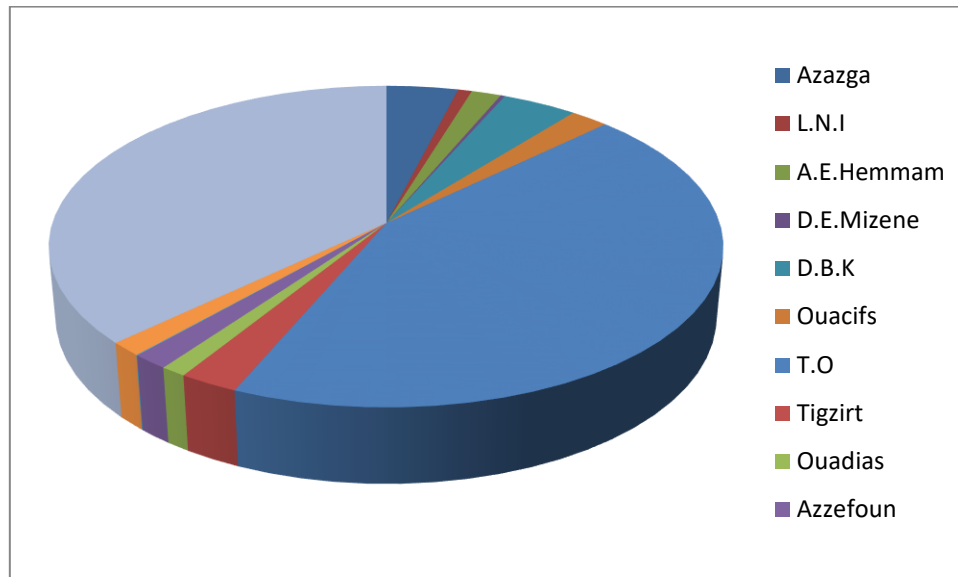
agences	volume de ressources rémunérées	Volume en %	Volume de Ressources non rémunérées	Volume en%
Azazga	2608696	12%	842595	10,67%
L.N.I	1529789	7%	163818	2,07%
A.E.H	1311007	6%	349171	4,42%
D.E.M	1092753	5%	51070	6,46%
D.B.K	1390452	6%	882847	11,18%
Ouacifs	1600646	7%	452425	5,73%
T.O	4728104	22%	9292563	41%
Tigzirt	3306317	15%	531659	6,73%
Ouadias	1720648	8%	230543	2,92%
Azzefoun	1155713	5%	330087	4,18%
Bouzgan	43197	1%	10511	0,13%
Tizi-Rached	1201744	6%	296986	3,76%
TOTALE	21689066	100%	7893910	100%

Source : les données internes de la BADR.

Le tableau N°13 ci-dessus présente le volume de l'épargne collectée par les différentes agences BADR dans la wilaya de Tizi-Ouzou en 2018.

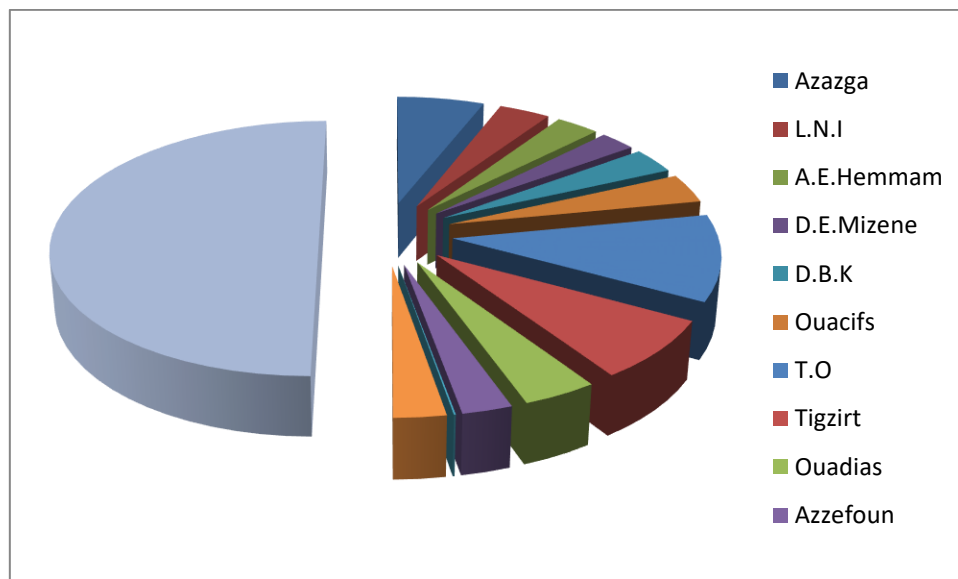
Figure N°18 : volume de l'épargne non rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Figure N°19 : volume de l'épargne rémunérée durant l'année 2018 au niveau des agences de Tizi-Ouzou.



Les agences de Tizi-Ouzou, Tigzirt et Azzazga sont celles qui participent le plus en termes de pourcentage avec respectivement 22%, 15% et 12% du total, suivi par les autres agences avec des pourcentages ne dépassant pas 8% comme l'agence de L-N-I, et l'agence de Ouadhias. L'agence de Bouzeguene est celle qui contribue le moins avec une part de 1% de l'ensemble de l'épargne collectée par les différentes agences.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Certains facteurs peuvent expliquer l'importance des pourcentages dans les communes de Tizi-Ouzou, Azzazga et Tigzirt, comme le nombre d'habitants, l'importance du bassin économique, mais aussi un réseau d'agence plus important. Le tableau et le graphe ci-dessus nous renseignent sur le volume de l'épargne non rémunérée durant l'année 2018.

Les agences de Tizi-Ouzou, Azzazga et D-B-K sont celles qui participent le plus en terme de pourcentages avec respectivement 41.71%, 10.67%, 11.18%. et cela s'explique toujours par leur bassin économiques important par rapport aux autres régions.

L'agence de bouzeguene vient en dernier même en terme de ressources non rémunérées avec un pourcentage qui ne dépasse pas 1% car c'est agence récemment ouverte.

Tableau N° 14 : volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou en 2019 en (MDA).

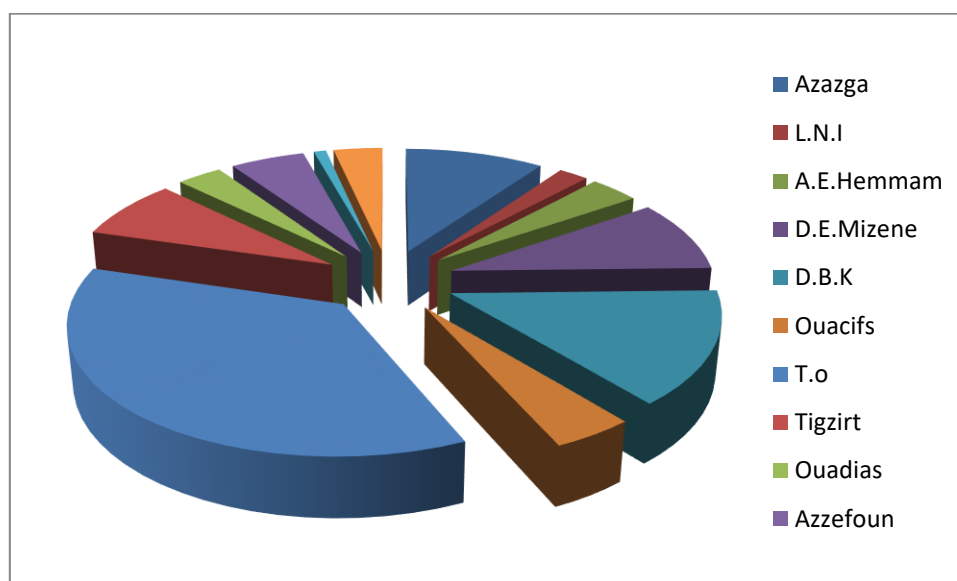
Agence	Volume ressources rémunérées	Volume en %	Volume Ressources non rémunérées	Volume en%
Azazga	2559304	11,96%	782410	9,82%
L.N.I	1487463	6,95%	169629	2,12%
A.E.H	1308631	6,11%	282663	3,54%
D.E.M	1118462	5,22%	726980	9,12%
D.B.K	1234037	5,77%	1143424	14,35%
Ouacifs	1554291	7,26%	343710	4,31%
T.o	4861545	22,73%	2886912	36,24%
Tigzirt	3152522	14,74%	611693	7,68%
Ouadiaz	1710742	8%	254722	3,19%
Azzefoun	1099769	5,14%	417952	5,24%
Bouzeguene	102937	0,48%	68944	0,86%
TiziRached	1196590	5,59%	274947	3,45%
TOTALE	21386293	100%	7963986	100%

Source : les données interne de la BADR.

Le tableau N° 14 ci-dessus présente le volume des ressources rémunérées et non rémunérées durant l'année 2019.

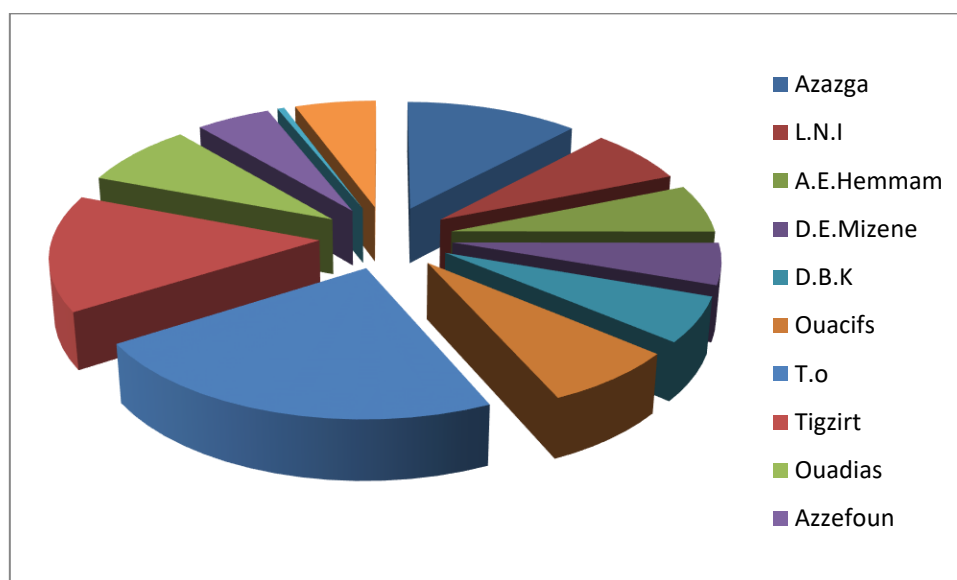
Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Figure N°20 : volume de l'épargne rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2019.



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Figure N°21 : volume de l'épargne rémunérée au niveau des agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2019.



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Le graphique ci-dessus nous montre une disparité entre les différentes agences. Alors que les agences de D-B-K A enregistré une évolution importante avec des pourcentages de 29.51% et l'agence de Bouzeguene qui passe de 10 511 MDA à 68 944 MDA.

Malgré cette évolution importante l'agence de bouzeguene c'est elle qui participe le moins avec un pourcentage qui ne dépasse toujours pas le 1%.

Les agences de Tizi-Ouzou Azzazga, A-E-H, Ouacif, ont enregistré une évolution négative durant l'année 2019 avec respectivement des pourcentages de, -12.32%, -7.14%, -19.04% et -24.02%.

Le tableau ci-dessus nous renseigne sur l'épargne placée dans des comptes rémunérés durant l'année 2019.

Durant l'année 2019 nous remarquons la même chose alors que l'épargne en termes de placements rémunérés au niveau de l'agence de Tizi-Ouzou, Azzazga et tizirt, reste supérieur par rapport aux autres agences.

L'agence de bouzeguene, malgré sa faible participation avec 102 937 MDA, a enregistré une évolution importante par rapport à l'année 2018. Cela s'explique par le fait que l'agence BADR de bouzeguene est récemment ouverte.

Tableau N°15 : le volume de l'épargne rémunérée et non rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020 en DA.

agence	Volume ressources rémunérées	Volume en %	Volume ressources non rémunérées	Volume en %
Azazga	2610739774	11,69	829317903	11
L.N.I	1536895064	6,88	154339568	2,04
A.E.Hemmam	1357779258	6,06	257707090	3,41
D.E.Mizene	121137986	5,4	599880844	7,96
D.B.K	1213006176	5,41	1026135225	13,61
Ouacifs	1596481982	7,12	370620982	4,91
T.O	5274888059	23,55	2793803081	37,07
Tizirt	3302451969	14,74	429951909	5,7
Ouadias	1766305311	7,88	283806275	3,84

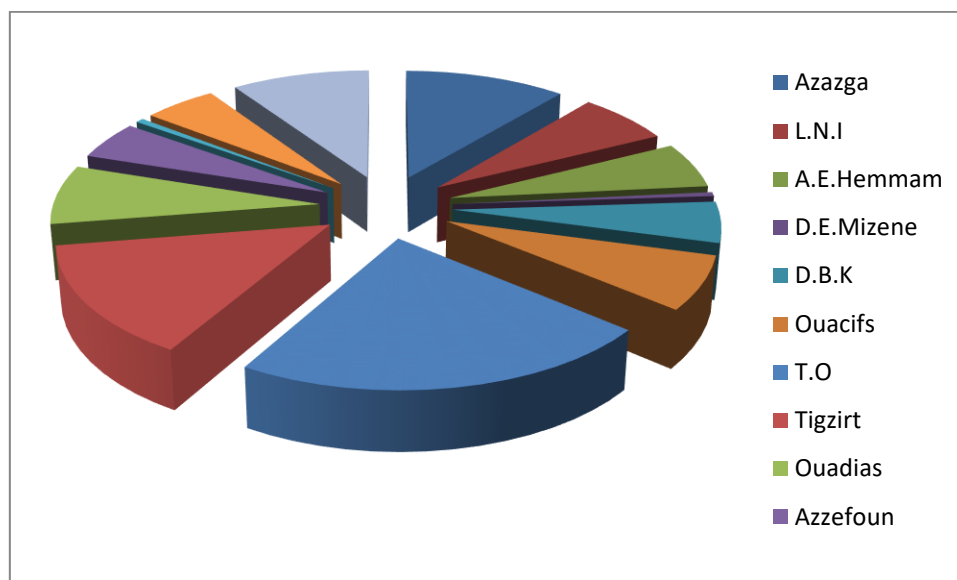
Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Azzefoun	1141145619	5,09	456358546	6,56
Bouzgan	131071676	0,58	58885178	0,78
TiziRached	1184598591	5,28	274638487	3,64
TOTALE	2232673465	100	7535445088	100

Source : les données internes de la BADR.

Le tableau N°15 ci-dessus nous renseigne sur l'épargne placée dans des comptes rémunérés et non rémunérés durant l'année 2020.

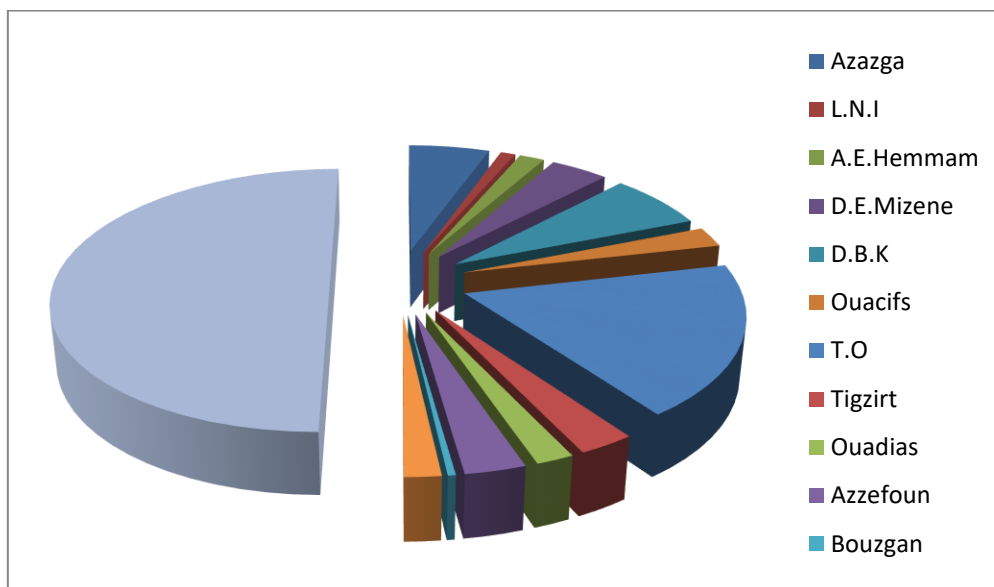
Figure N°22 : volume de l'épargne rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020.



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Figure N°23 : volume de l'épargne non rémunérée dans les agences de Tizi-Ouzou durant l'année 2020.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

Le tableau et les graphiques ci-dessus nous renseignent sur le volume de l'épargne rémunérée durant l'année 2020.

Nous remarquons que toutes les agences ont enregistré une évolution positive.

Durant l'année 2020, l'épargne des ménages placés dans des comptes non rémunérés au niveau de l'agence de D-B-K est supérieure aux autres agences,

2-2 réalisations des objectifs :

Chaque année les différentes agence BADR de réseau de la wilaya de Tizi-Ouzou fixent des objectifs à atteindre concernant la collecte de l'épargne.

Tableau N°16 :taux de réalisations des objectifs de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la BADR de Tizi-Ouzou en DA.

Colonne1	OBJECTIFS	Taux de réalisation des objectifs
AZAZGA	2797793000	91%
L-N-Irathen	1723330000	86%
A-E-Hammam	1354200000	97%

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

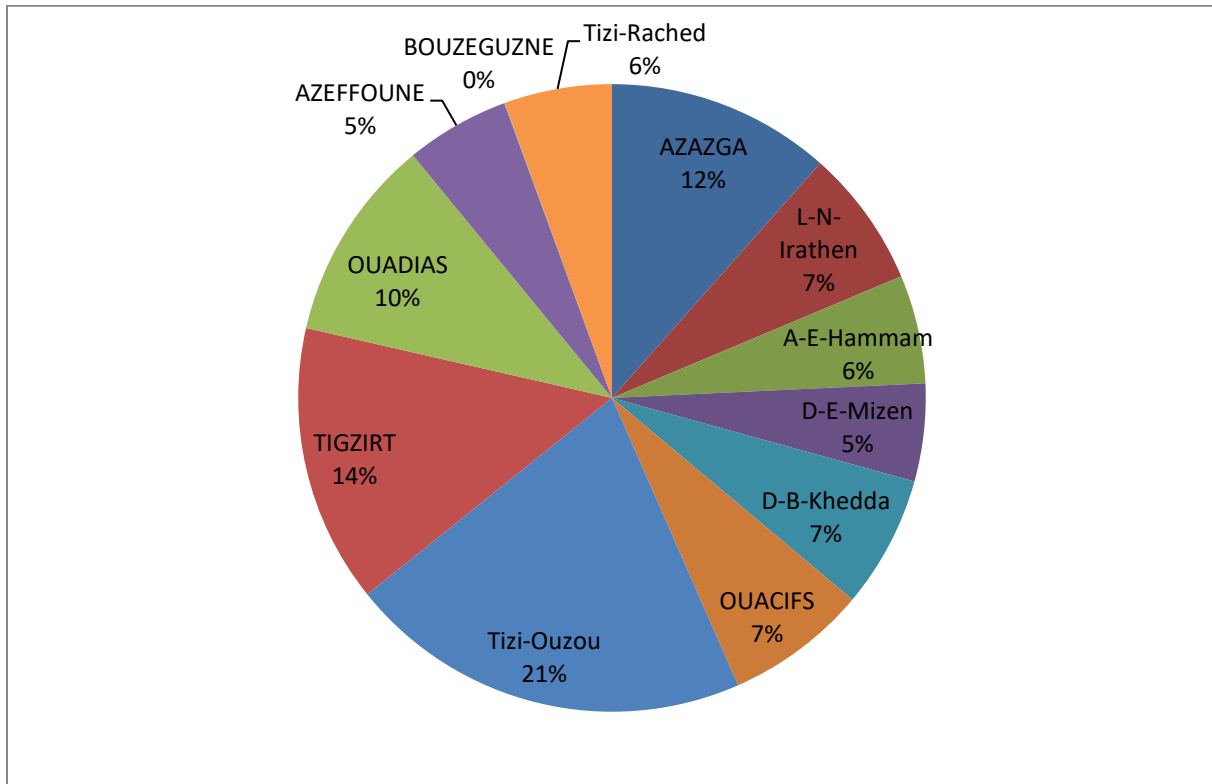
D-E-Mizen	1218033000	92%
D-B-Khedda	1650989000	75%
OUACIFS	1770000000	88%
Tizi-Ouzou	5041623000	96%
TIGZIRT	3473947000	91%
OUADIAS	2540000000	67%
AZEFFOUNE	1297500000	85%
BOUZEGUZNE	6780000	167%
Tizi-Rached	1344000000	89%

Source : les données internes de la BADR.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Le tableau N°16 présente le taux de réalisation des objectifs par chaque agence durant la période [2018-2020] en termes de ressources rémunérées.

Figure N° 24 : taux de réalisation des objectifs de l'épargne rémunérée durant la période 2018-2020.



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

L'objectif fixé par l'agence de Tizi-Ouzou présente 21% de l'ensemble des objectifs fixés par les 12 agences.

L'agence de Bouzguene est la seule agence qui a réalisé ses objectifs avec un pourcentage de 167%, mais ses objectifs fixés reste tout de même inférieur par rapport aux autres agence (il ne dépasse pas les 61 780 MDA).

Malgré leurs objectifs élevés les agences de Tizi-Ouzou et Tigzirt ont réussi à atteindre respectivement 96% et 91% de leurs objectifs fixés.

L'agence de D-B-K a enregistré le plus faible pourcentage de réalisation des objectifs avec un taux de 75% pour un objectif de 1 650 989 MDA.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Tableau N°17 : taux de réalisations des objectifs de l'épargne rémunérée au niveau des agences de la BADR de Tizi-Ouzou en (KDA).

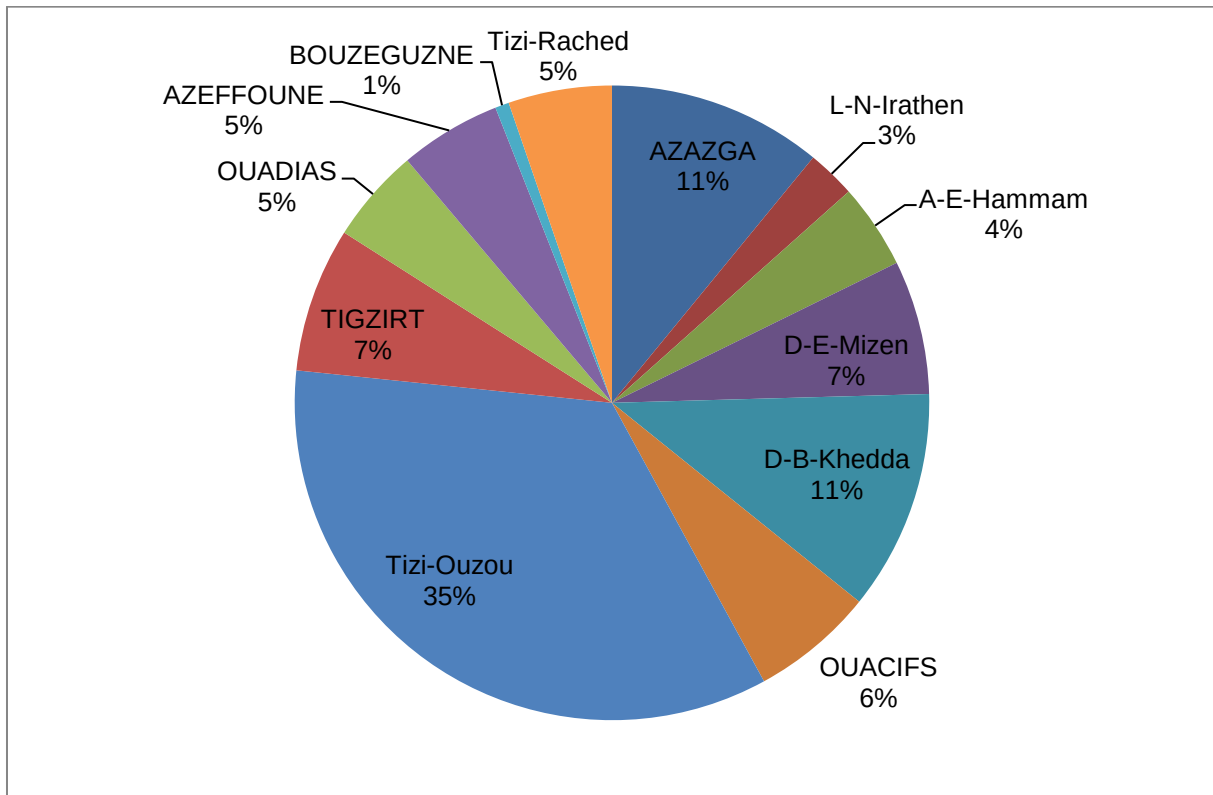
Agence	OBJECTIFS	taux de réalisation des objectifs
AZAZGA	1008700000	78%
L-N-Irathen	228010000	74%
A-E-Hammam	398850000	71%
D-E-Mizen	629865000	115%
D-B-Khedda	1035360000	110%
OUACIFS	577834000	59%
Tizi-Ouzou	3190706000	90%
TIGZIRT	680700000	90%
OUADIAS	445400000	57%
AZEFFOUNE	477280000	88%
BOUZEGUZNE	65246000	106%
Tizi-Rached	487000000	56%

Source : les données internes de la BADR.

Le tableau N°17 présente le taux de réalisation des objectifs par chaque agence durant la période [2018-2020] en termes de ressources rémunérées.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Figure N°25 : taux de réalisation des objectifs de l'épargne non rémunérées pendant la période 2018-2020.



Source : réalisé par nos soins à partir des données internes de la BADR.

L'objectif fixé par l'agence de Tizi-Ouzou présente 35% de l'ensemble des objectifs fixés par les 12 agences.

Contrairement aux ressources rémunérées les agences de D-E-M et D-B-K ont réussi à atteindre leurs objectifs avec respectivement des pourcentages de 115% et 110%.

L'agence de Tizi-Rached est l'agence qui réalise le pourcentage le plus faible avec 56% pour un objectif de 487 000 MDA.

Section 3 : analyse des déterminants de l'épargne, cas d'agence BADR -AEH

Dans cette section, nous allons procéder au traitement et à l'analyse des données collectées au niveau de l'agence BADR d'A-E-H après une enquête menée auprès d'un échantillon d'épargnants.

3-1 Présentation de l'organisme d'accueil (ALE) n°573 :

L'(ALE) de AEH a été créé en 2005. Elle se situe au centre de la ville (AEH). Cette agence est dotée, d'un système de banque assise qui repose sur une nouvelle organisation et méthode de travail ou l'on distingue deux groupes de travail le front office et le Back office.

➤ **Le front office :** offre à la clientèle un espace conviviale et adapté, lui garantissant un service personnalisé à travers la prise et le traitement de l'ensemble des transactions bancaires, par un chargé clientèle, et l'opportunité d'une assistance et d'un conseil de 1^{er} ordre, en matière de gestion des placements bancaires et /ou financière. Le groupe de travail, assure les services suivants :

- **Service accueil orientation**
- **service caisse :** qui est à son tour devisé en deux sections : section virement et section recette.

➤ **le back office :** il constitue quant à lui, un compartiment réel les ordres et les opérations.

3-2 Analyse et traitement des résultats de l'enquête :

La partie empirique notre recherche est basée sur une enquête menée auprès d'un échantillon de la clientèle de l'agence BADR de AEH. Nous avons élaboré un questionnaire afin de collecter les informations nécessaires qui nous permettent de comprendre et d'analyser les déterminants de l'épargne des clients de l'agence citée ci-dessus.

3-2-1 Méthodologie de l'enquête :

Notre enquête est basée sur un questionnaire conçu afin qu'il soit remis aux clients de la BADR, la gestion de cette enquête a été modifier au niveau de la banque à cause de la situation sanitaire due au Covid 19. Le nombre de questions est revu à la baisse et le questionnaire a été remis aux personnes enquêtées par le responsable de l'agence. La collecte des informations a pris quelques mois à cause du confinement au début de la crise sanitaire.

3-2-2 Présentation de l'échantillon

Initialement, nous avons déposé 150 questionnaires au niveau de la BADR AEH, au terme de l'enquête, nous avons récupéré 122 réponses ce que veut dire, un taux de collaboration très satisfaisant de 81.33% qui n'est pas facile à atteindre sans la collaboration de l'agence.

Traitement et analyse des résultats de l'enquête

3-3-3 l'analyse selon le sexe :

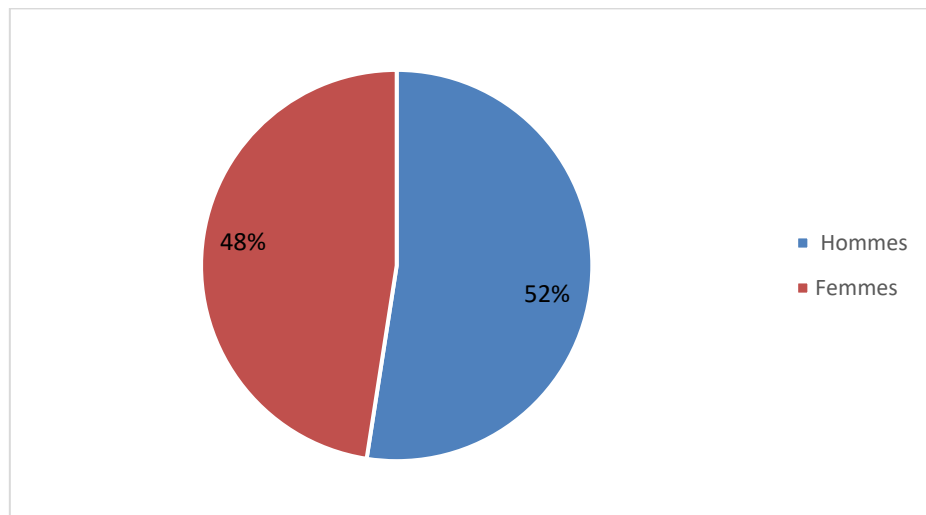
D'après les résultats de l'enquête est comme le montre le tableau n°17, notre échantillon d'épargnants est constitué de 64 hommes et de 58 femme

Tableau N°18 : la répartition de notre échantillon selon le sexe.

Hommes	64
Femmes	58

Source : élaboré par nos soins d'après les résultats de l'enquête.

Figure N° 26 : répartition de notre échantillon selon le sexe.



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

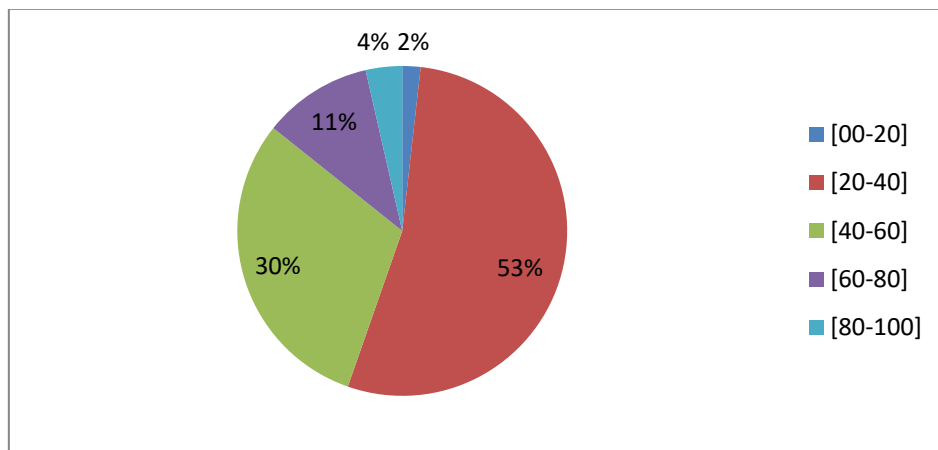
Notre échantillon représente un pourcentage quasi identique en termes de sexe des clients. Sur les 122 personnes enquêtées 64 personnes qui représentent 52,45% sont de sexe masculin, alors que 58 personnes qui représentent 47,54% sont des femmes, ce qui démontre

l'accès des femmes au monde professionnel, lui permettant d'avoir un salaire et d'épargner le surplus non consommé.

3-3-4 L'âge des épargnants

On s'intéressant à l'âge des épargnants nous avons proposé 05 catégories d'âge et le résultat en terme de pourcentage sont exprimés dans la représentation graphique ci-dessous

Figure N°27 : répartition de notre échantillon selon l'âge.



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête

Le graphe ci-dessus, présente le type de clientèle de l'agence d'AEH selon leur âge.

On remarque l'existence d'un écart important concernant l'épargne par rapport aux différentes catégories d'âge.

A travers ce graphe représentatif des détenteurs de comptes épargne selon leur âge nous remarquons que la tranche d'âge [20-40] ans, est la plus épargnante avec un taux de 53,57% de compte épargne détenu par cette catégorie d'âge, cela peut être expliqué par le fait que c'est une catégorie qu'au-delà du fait qu'ils sont actifs et ont des emplois, n'ont pas de charge familiale, pour la plus part des célibataires.

La deuxième catégorie avec un taux de 30,36%, c'est celle de [40- 60] ans. Cela est expliqué par les besoin croissant des individus qui sont dans cette tranche d'âge, généralement c'est des pères/mères de familles donc ils ont plus de responsabilités et plus d'engagement.

De notre échantillonnage ressort un pourcentage de 10,71% au profit des personnes ayant un âge compris entre [60-80] ans, cela peut être justifiée par le fait que c'est des

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

personnes retraité pour la plus part et qu'ils ne font pas confiance au système bancaire, et préfère avoir de la liquidité à leurs portée pour éviter les déplacement aux guichets de banques avec des files (chaînes) interminables.

Les catégories [00-20] et [80-100] ressortent des pourcentages respectifs de 1.78% et 3.57%.

La tranche [80-100] peut être appréhendé par le fait que c'est des personnes avec une faible retraite, et la charge familiale ne leurs permette pas d'épargner, ou leurs argents sont placés dans d'autres comptes en vue de l'âge avancé de ces personnes.

3-3-6 Analyse selon la fonction

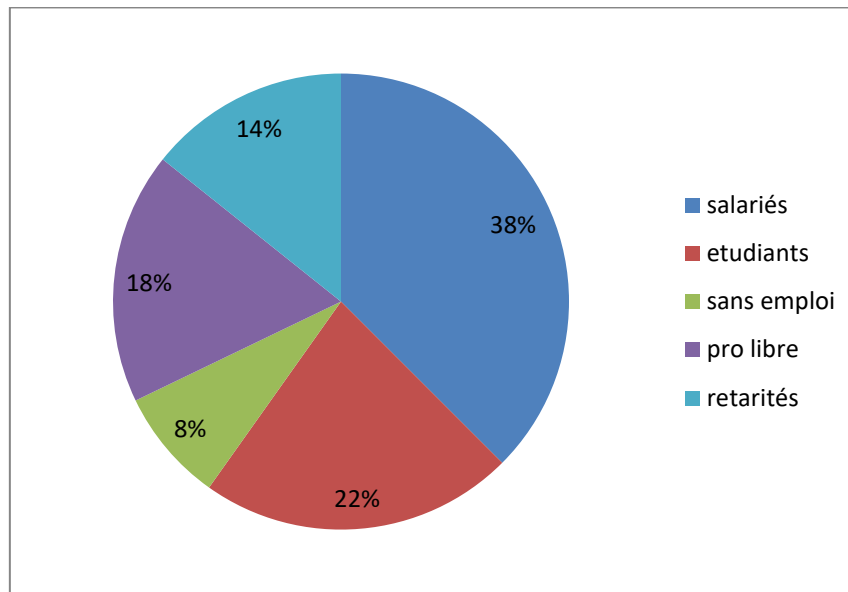
la fonction est très importante pour comprendre les déterminants de l'épargne, nous avons proposé les fonction de manière globale pour les salariés et la proffession libérale, les étudiants, les sans emplois et les retraités sans pris de manière distinguée. Les résultats sont rapportés dans le tableau N°19 ci-après.

Tableau N°19 : répartition de notre échantillon selon la fonction.

Fonctions	Effectifs
Salariés	44
Etudiants	27
Sans emplois	11
Proffessions libérales	22
Retretés	18

source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquete

figure N°28 : répartition de notre échantillon selon la fonction.



source : Elaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

Dans ce présent graphique nous avons voulu démontrer les fonctions des épargnants au niveau de la BADR, et le résultat que nous avons pu avoir de par notre échenillons est le suivant :

- les fonctionnaires sont nettement représenté avec un nombre de 42 personnes ce qui représente 37,5%, cela est dû au surplus non consommé du salaire perçu, en plus de cela il est 'impératif de détenir un compte bancaire pour avoir accès au crédit, ce qui détermine ce nombre assez conséquent.
- La deuxième catégorie représenté dans le graphique c'est les étudiants avec 25 personnes qui représentent 22,32%, ils avancent le fait qu'ils détiennent un compte bancaire, premièrement pour leurs éventuelles démarches d'études, deuxièmement pour faire des achats en lignes avec le E-commerce.
- La fonction libérale est représentée avec 17,85%, avec les 20 personnes enquêtées, ces comptes bancaires ouverts auprès de la BADR sont dans la majorité des cas utilisés à des fins professionnelles.
- Les retraités et les sans-emplois sont les moins représenté avec des taux respectifs de 14,28 % et 8,03%, ce qui fait 16 et 9 personnes enquêtées, cela peut être analysé sous cet angle :

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Le retraités préfèrent garder de la liquidité sur a leur porte, pas se déplacer, ceux qui ont un compte avance le fait qu'il éteint clients depuis assez longtemps et satisfait des services rendu par la BADR.

- Pour les sans-emplois, étant sans revenu fixe, ils sont si nombreux à ne pas posséder un compte bancaire, pour ceux de notre échantillon avouent avoir ouvert un compte au niveau de la banque.

3-3-7 Analyse selon le niveau des revenus :

Le revenu est un facteur primordial qui influence l'épargne, l'analyse de ce facteur est précédée par la proposition des fourchettes de revenus qui sont :

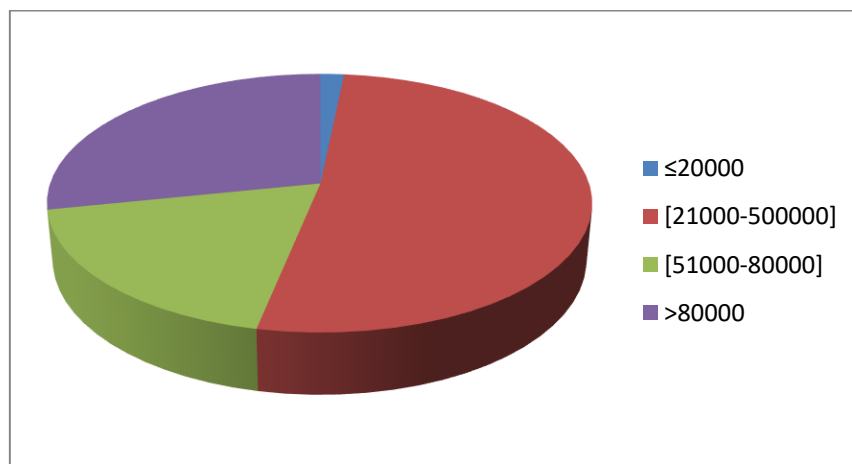
Tableau N°20 : répartition selon le revenu.

revenu	Nombre d'épargnant
≤ à 20000	02
21 000 à 50 000	64
51 000 80 000	23
>80 000	35

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête.

Le tableau N°20 nous montre la répartition de l'épargnant selon le niveau de leur revenu.

Figure N°29 : répartition selon le niveau de revenu.



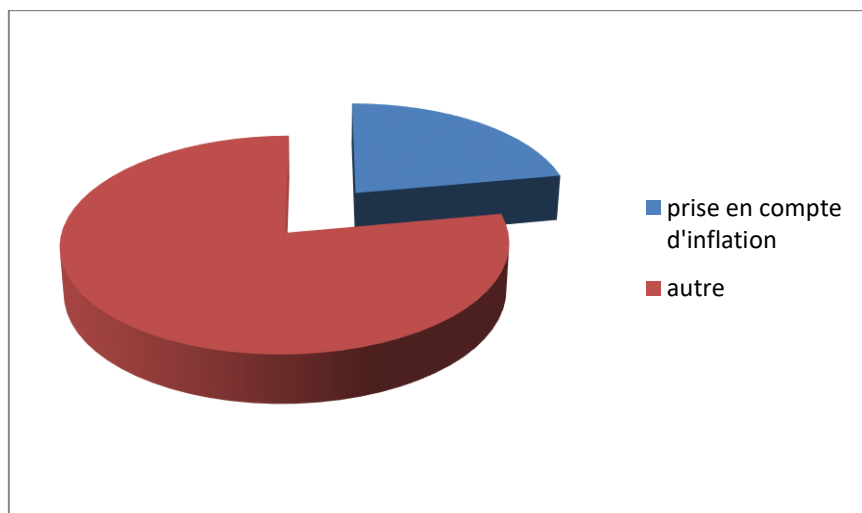
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

D'après la figure N°30 nous remarquons que l'intervalle qui se situe entre 21000 et 50000 DA est le niveau de salaire le plus dominant avec un pourcentage de 52.45 % cela s'explique par le fait que c'est catégorie qui sont pas encore engagé dans les grands projets donc ils dégagent un excédent pour le mettre dans un compte épargne. Les salariés qui touchent 20000 DA au moins sont incapables d'épargner vu leur salaire faible. Ils ne dépassent pas les 2% dans notre cas d'étude.

3-3-8 Prise en considération de taux d'inflation

27 personnes prennent en considération le taux d'inflation.

Figure N°30 : la prise en compte de taux d'inflation.



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête.

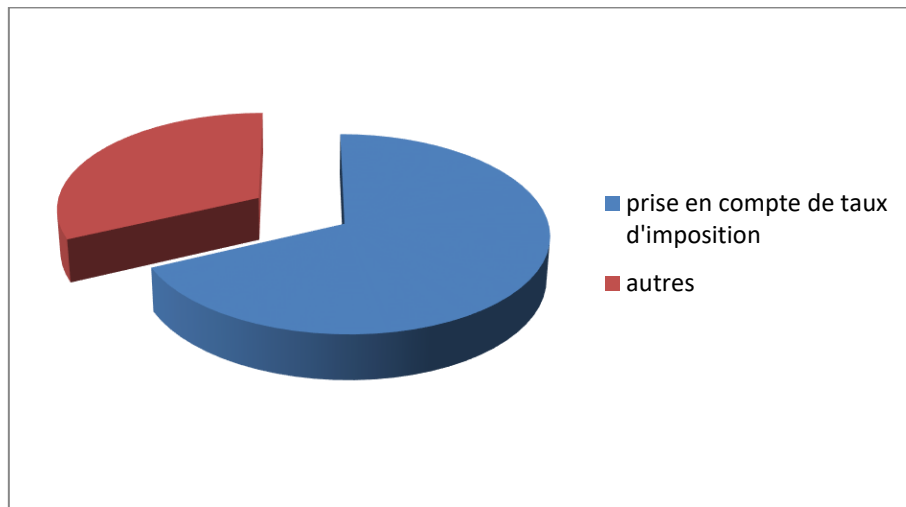
D'après le graphique ci-dessus nous remarquons que les clients qui prennent en compte le taux d'inflation représentent un pourcentage de 22.13 %, ils sont conscients de poids de l'inflation sur le taux d'intérêt.

3-3-9 Prise en considération de taux d'imposition

Par rapport à l'IRG

83 personnes savent qu'ils sont taxés :

Figure N°31 : prise en considération de taux d'imposition.



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

D'après le graphique nous remarquons que les clients qui prennent en compte le taux d'imposition présentent un pourcentage important de 68.03% mais ils préfèrent placer leur argent dans des comptes épargne.

Conclusion de l'enquête

L'enquête menée à l'aide de questionnaire auprès de 122 clients fait ressortir plusieurs conclusions.

Le sexe ne joue pas un grand rôle dans notre enquête puisque l'homme et la femme sont presque sur le même niveau en ce qui concerne l'épargne placée à l'agence BADR d'AEH.

L'âge a un grand impact sur son comportement de l'épargnant, donc c'est un facteur déterminant puisque on a remarqué une grande différence en terme de l'épargne placée entre les différentes catégories d'âge de notre enquête.

Dans le cas de notre étude le taux d'inflation n'est pas un facteur déterminant puisque y'a seulement 27 personnes sur 122 qui sont conscients du poids de ce dernier.

Le niveau de revenu est le facteur essentiel et primordial qui détermine l'épargne puisque la répartition des clients selon notre fourchette des revenus nous a montré que les épargnants avec un revenu faible sont presque inexistantes.

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Conclusion du chapitre

Tout au long de ce chapitre et à travers les données collectées au niveau de l'agence BADR de Tizi-Ouzou et l'enquête menée à l'agence locale d'A-E-H, on a pu identifier les facteurs qui déterminent le comportement de l'épargnant.

Dans la deuxième section on a pu vérifier le rôle primordiale que joue le taux d'intérêt dans le choix de produit d'épargne par les clients, dans les 12 les agences qui constituent le réseau BADR de Tizi-Ouzou, e effet l'épargne collectée à travers des comptes rémunérées était supérieur que celui collectée à travers des comptes non rémunérés dans toutes les agences.

L'objectif fixé par l'agence BADR de Tizi-Ouzou en terme de collecte de l'épargne est atteint puisque toutes les agences sont à des taux réalisations élevés.

Dans la troisième section en s'appuyant sur un questionnaire on a pu dégager les autres variables qui influencent le comportement d'un épargnant tel que le niveau de revenu, le taux d'inflation et plus au moins le taux d'imposition.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'épargne est une variable économique fondamentale qui affecte les dynamiques macro-économiques autant à court qu'à long terme à partir du moment qu'elle soit transformée en investissement, par conséquent, la création des richesses.

Aujourd'hui encore, les économistes essaient de comprendre quels sont les facteurs qui ont le plus d'effet sur l'épargne.

Dans le cadre de notre travail de recherche intitulé « l'analyse des déterminants de l'épargne des ménages, cas de la BADR de TiziOuzou », nous avons mené une étude sur les déterminants de l'épargne des ménages au niveau de réseau d'agences la banque de l'agriculture et de développement local BADR de Tizi-Ouzou, avec une enquête menée auprès de la clientèle de la BADR AEH.

L'exploration de la littérature économique concernant notre thème de recherche nous a permis de mieux comprendre les concepts qui l'encadrent. C'est ainsi que nous avons structuré notre travail en trois chapitres, le premier chapitre, consacré à donner une image globale sur les généralités de l'épargne, ses différentes définitions, ses déterminants selon les différents courants de la pensée économique et son évolution.

Dans le deuxième chapitre nous nous sommes focalisés sur l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie de la période allant de 1970 jusqu'au 2014 qui est marquée par plusieurs événements économiques (réformes, crises, environnement économique national et international) nous a montré qu'elle passée par trois grandes périodes où l'épargne et ses déterminants ont connu une évolution et des explications différentes.

Le chapitre trois qui constitue le cœur de notre travail est une collecte de données au niveau de réseau BADR de Tizi-Ouzou avec ses 12 agences et une recherche menée à l'aide d'un questionnaire remis aux clients de l'agence BADR d'A-E-H. Une démarche qui nous a facilité par la suite de réaliser notre enquête sur le terrain ainsi que l'analyse des différents résultats obtenus.

En guise de réponse à notre question principale, on confirme l'existence de plusieurs facteurs déterminants l'épargne.

On ce qui concerne les facteurs, on souligne ceux qui relèvent de l'épargnant lui-même, à savoir, son comportement psychologique et l'effet de la proximité.

Conclusion générale

La banque a également un rôle important dans la l'encadrement des déterminant de l'épargne, tel que l'offre faite aux épargnants en termes de variété des comptes et des taux de rémunération. La qualité d'accueil, et les délais de traitement. Au niveau macroéconomique, le taux d'inflation et l'imposition fiscale sont également des déterminants très importants.

Concernant la motivation de l'épargnant, on constate que ce dernier est beaucoup plus motivé par les taux d'intérêt et le revenu. L'épargnant, selon les résultats de notre enquête ne prête pas une grande importance au taux d'inflation et à l'IRG imposé à son bénéfice.

Nous avons pu réaliser une comparaison entre les 12 agences qui constituent le réseau BADR de Tizi-Ouzou concernant l'épargne collectée en termes de ressources rémunérées et non rémunérées

Notre recherche nous a permis d'arriver à certains nombre de conclusions concernant les déterminants économiques qui relèvent soit de la banque, soit des autorités monétaires du pays ou encore de sa situation macroéconomique et d'autres non économiques qui peuvent influencer le comportement d'un épargnant. A travers les résultats obtenus nous pouvons dire que notre première hypothèse concernant l'influence particulière du taux d'intérêt sur les épargnants, n'est pas confirmée, car le comportement de l'épargnant n'est pas influencé uniquement par ce taux d'intérêt bancaire et il y a plusieurs autres facteurs d'une importance primordiale tels que le revenu. En ce qui concerne la deuxième hypothèse, concernant les facteurs non économiques à savoir la religion, la psychologie de l'épargnant, elle est confirmée. Par rapport à l'aspect religieux, il est constaté dans le nombre de comptes non rémunéré dans le réseau BADR de TiziOuzou et aussi, pour quelques agences telle que celle de DBK a connu une croissance importante de nombre des comptes non rémunéré d'une année à l'autre.

Bibliographie

Ouvrage

- Alesina A, D. Rodrik « Distributive politics and economic growth », the quarterly journal of economics. 1994
- Bertola G « Factor shares and saving in endogenous growth » tamerican economic politique 1993.
- Deaton A. « Saving and Liquidity Constraints », Econometrica, 1991.
- Dynan K.E.J Skinner, S. P. Zeldes « Do the rich save more » NBER Working Paper 2000.
- Gabriel PAVLATION. « revenu et consommation discrétionnaire » « Edition librairie DROZ. Paris.
- Gide et Riste, histoire de doctrines économiques. 7ème édition 1947
- Jean_yves capul et Olivier GARNIER « dictionnaire de l'économie et de sciences sociales ». Edition Hatier,
- Lollivier S. D. VERGER « Inégalités et cycle de vie : les liens entre consommation patrimoine et revenu permanent » annales d'économie et de statistiques 1999.
- Masson A « Economie de débat intergénérationnel : points de vue normatif, comptable, politique », Cahiers de l'INED, 2003.
- Paris. Larousse de poche, 2012
- Pastinetti L. « Rate of profit and income distribution in relation to the rate of economic growth », Review of economic studies 1962.

Thèses et mémoires

- DJERE.C et SOSSIE.D « Développement de la monétique étude comparative Algérie cote d'Ivoire » mémoire de master en sciences financières et comptabilité à université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou 2019.

- GOGNEE. Natacha. « les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois » mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise des sciences de la gestion Octobre 2016 Québec.
- Djamila KASMI, « Diagnostic économique et financier des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel de l'économie algérienne » thèse de doctorat Université Lumière Lyon 2 novembre 2008.
- SAICHI .A et MALEK .S « Financement des investissements par crédit bancaire cas BADAR. » mémoire de licence en sciences économiques, UMMTO 2013.

Rapport de stage

- Véronique Fournier. François Vaillantcourt, rapport de projet. Les déterminants de l'épargne des ménages au Québec en 2007 : analyse et comparaison avec le Canada et L'Ontario. Montréal 2001.

Webo-graphie

- Encyclopidielarousse en ligne. Site web www.larouse.fr.
- Site Epargne.ooreka.fr/comprendre /épargne.définition.

Guides et documents

- Berger et Daubaine « l'évolution du taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'OCDE : une interprétation basée sur les déterminants de moyen terme » revue d'économie politique 2004.
- Brumberg R. F. Modigliani « Utility Analysis and the consumptionfunction: An interpretation of Cross-section Data », RutgersUniversityPress, 1954.
- Carroll C. « Buffer-Stock Saving and the Life Cycle / Permanent incomeHypothesis », The Quarterly Journal Of Economics, 1997.
- Céline Antonin Âge, revenu et comportements d'épargne des ménages Une analyse théorique et empirique sur la période (1978-2006) Septembre 2009.
- fred Van Raaij, motifs et comportements d'épargne Université de Tilbourg (Pays Bas).

- Karine Berger, Aurlien Danbaire, Revue d'économie politique. L'évolution de taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'OCDE.
- Friedman M « A Theory of the consumptionFunction », Princeton University Press, 1957.
- INSEE « épargne et patrimoine des ménages » données macroéconomiques et données d'enquête dossier INSEE. 2006
- Kotlikoff L. L. Summers « the role of Intergenerational Transfers in Aggregate Capital Accumulation », Journal of Political Economy, 1981.
- L'Institut de la statistique et des études économiques est de la production, de l'analyse et de la publication des statistiques officielles en France : comptabilité nationale annuelle et trimestrielle, évaluation de la démographie nationale, du taux de chômage, etc....
- L'Organisation de coopération et de développement économique, bases de données annuelles des Perspectives Économiques, 1970-2001. Revue d'économie politique
- Patrick Allard, Le comportement d'épargne des ménages, Revue française d'économie.

Annexe n° 01

Années	Epargne des Ménages (10 ⁹ DA)	Revenu des ménages (EN 10 ⁹ DA)	Inflation(%)	taux d'intérêt nominal créditeurs(%)	taux d'intérêt réel crédateur (%)
1970	-3,5145	9,874	4,83		-12,36
1971	-3,0025	11,024	2,76		-12,04
1972	-4,2598	12,462	4,04		-11,72
1973	1,5329	19,274	6,9		-11,4
1974	3,8055	27,73	2,82		-11,08
1975	4,0806	33,603	8,63		-10,76
1976	4,6135	38,624	8,3		-10,44
1977	1,923	44,569	11		-10,12
1978	4,1968	52,99	15,62		-9,8
1979	9,9264	66,143	10,39		-9,48
1980	14,1965	82,013	9,18	3	-5
1981	10,6907	95,361	14,66	3	-11
1982	16,5025	109,151	6,2	3	-4
1983	21,086	124,134	6,02	3	-4
1984	11,8395	134,212	8,18	3	-5
1985	16,2189	152,642	10,49	3	-5
1986	22,6619	174,857	12,29	4	-7
1987	28,8723	178,738	7,46	4	-4
1988	29,9263	238,802	5,9	4	-2
1989	32,1962	289,466	9,29	8	-2
1990	57,3297	362,372	17,9	8	-10
1991	112,4041	522,454	25,87	8	-20
1992	153,1105	691,955	31,67	8	-5
1993	184,3774	823,445	20,52	8	-12
1994	145,5725	972,327	29,05	12	-16
1995	141,4541	1244,536	29,78	16,58	-13
1996	151,6784	1491,231	18,69	14,5	-5
1997	201,014	1611,24	5,73	12,6	6
1998	275,2861	1806,789	4,95	9,125	5
1999	361,1425	2003,481	2,64	8,25	5
2000	426,9122	2111,775	0,34	7,5	7,16
2001	517,1576	2334,435	4,23	6,25	2,03
2002	566,956	2522,198	1,42	5,33	3,91
2003	683,57	2773,808	2,58	5,25	2,67
2004	478,9155	2812,134	3,56	3,64	0,07
2005	889,4661	3399,9455	1,64	1,93	0,3
2006	1063,4827	3710,4874	2,54	1,75	-0,79
2007	1337,7785	4243,1949	3,51	1,75	-1,76
2008	1611,2376	4842,5558	4,4	1,75	-2,65
2009	1771,5521	5449,1	5,74	1,75	-3,99
2010	2310,1136	6353,2557	3,91	1,75	-2,16
2011	2889,2086	7359,9187	4,52	1,75	*3,48
2012	3093,8791	8217,7876	8,89	1,75	*-0,89
2013	3557,0262	9231,4027	3,25	1,75	*4,74
2014	3626,4219	9789,1405	2,91	1,75	*4,2
2015	3760,4888	10510,7889	4,78	1,75	

Source: ONS

* : banque d'Algérie

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des tableaux

Sommaire

Introduction générale 18

Chapitre I : généralités sur l'épargne

Introduction 22

Section1 : généralités sur l'épargne..... 23

1.1 Définition de l'épargne..... 23

1.2 Les sources de l'épargne 24

1.2.1 L'épargne des ménages 25

1.2.2 L'épargne des entreprises..... 25

1.2.3 L'épargne publique 26

1.3 La typologie de l'épargne des ménages 26

1.3.1 L'épargne forcée et sociale 26

1.3.2 L'épargne libre et individuelle 26

1.4 Les formes de l'épargne 27

1.4.1 L'épargne financière..... 27

1.4.2 L'épargne non financière ou investie 27

1.5. Motifs d'épargne 28

Section 2 : L'évolution de l'épargne en générale 29

2.1 Analyse de l'évolution du taux d'épargne en France	29
2.2 Remontée des taux d'épargne du milieu des années 1980 jusqu' au milieu des années 1990.....	30
2-3 les contributions des déterminants aux évolutions du taux d'épargne dans quelques pays de l'OCDE.....	31
2.4. Comparaison international	32

Section 3 : Les déterminants de l'épargne des ménages..... 33

3.1. Taux d'épargne.....	33
3.1.1 Taux d'épargne négatif	33
3.2 Taux d'épargne selon le revenu.....	34
3.2.1 La diversité des propensions à épargner dans les modèles macroéconomiques post keynésiens	34
3.2.2 La diversité des propensions à épargner dans les modèles de croissance endogène.....	36
3.3 Cycle de vie et revenu permanent	37
3.3.1 Le revenu permanent.....	38
3.3.2 Extension du modèle de cycle de vie	40
3.4 Du revenu courant au revenu permanent.....	41
3.5 Epargne et inflation	42
3.6 La fiscalité	42
3.7 Variables psychologiques.....	43
3.7.1 Contrôle de soi	43
Conclusion.....	44

Chapitre II : L'évolution de l'épargne des ménages en Algérie.

Introduction	46
--------------------	----

Section 1 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1970-1990)..... 47

1.1 L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu.....	48
1.2 Évolution de taux d'inflation de 1970-1990	50
1.3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de [1970 à 1990]	52

Section 2 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (1990-2000)..... 54

2.2 L'évolution du taux d'inflation de 1990 à 2000.....	57
2.3 L'évolution du taux d'intérêt créditeurs de 1990 à 2000	58

Section3 : l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie (2000-2015)..... 60

3.1 L'évolution de l'épargne des ménages selon le revenu (2000-2015).....	60
1.1 L'évolution de taux d'inflation [2000-2015]	63
1.2 l'évolution de taux d'intérêt créditeur [2000-2015].....	66
Conclusion.....	68

Chapitre III : l'analyse des déterminants de l'épargne, cas de la BADR réseau de Tizi-Ouzou et l'agence d'AEH

Introduction	70
--------------------	----

Section1 : présentation de la de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR)..... 71

1-1 Historique	71
1-2 Evolution de la BADR	71
1-3 organisation de la BADR	73
1-3-1 la succursale.....	73
1-3-2 Les agences.....	74
1-4 les principes de fonctionnement de la BADR.....	76
1-5 Les missions de la BADR	77
1-7objectifs de la BADR	77
1-8 Bancarisation	78

Section 2 : analyse de l'évolution de l'épargne sur la période 2017-2020 à la BADR (réseau de Tizi-Ouzou)	79
2-1 l'évolution de l'épargne à la BADR (réseau de Tizi-Ouzou)	79
2-2 réalisations des objectifs	90
Section 3 : analyse des déterminants de l'épargne, cas d'agence BADR –AEH .	94
3-1 Présentation de l'organisme d'accueil (ALE) n°573.....	94
3-2 Analyse et traitement des résultats de l'enquête	94
3-2-1 Méthodologie de l'enquête	94
3-2-2 Présentation de l'échantillon	95
3-3-3 l'analyse selon le sexe	95
3-3-4 L'âge des épargnants	96
3-3-6 Analyse selon la fonction	97
3-3-7 Analyse selon le niveau des revenus	99
3-3-8 Prise en considération de taux d'inflation	100
3-3-9 Prise en considération de taux d'imposition.....	100
Conclusion de l'enquête	101
Conclusion du chapitre.....	102
Conclusion générale	104
Bibliographie	
Annexes	